

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

REGION DE L'OUEST

DEPARTEMENT DE LA MIFI

COMMUNE DE
D'ARRONDISSEMENT DE
BAFOUSSAM 1^{er}



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

WEST REGION

MIFI DIVISION

BAFOUSSAM 1st
SUBDIVISION COUNCIL

RAPPORT D'ETUDE

CITIZEN REPORT CARD

Evaluation des services rendus par l'offre publique dans les secteurs de l'approvisionnement en eau potable, de la santé, de l'éducation et des services communaux



Réalisé par : DevelopmentKnowledge International (DK INTERNATIONAL)

Avec l'appui technique et financier du Programme National de Développement Participatif (PNDP) en collaboration avec l'Institut National de la Statistique (INS)



Juin 2022

Commune d'arrondissement de BAFOUSSAM 1^{er} : BP 361 Bafoussam, Tel : 233 44 14 73/Fax 233 03 61 46. Email : communebaf1@gmail.com Site web : www.mairiebafoussam.com

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES.....	2
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	8
LISTE DES TABLEAUX	9
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	11
CHAPITRE I:	14
SYNTHESE METHODOLOGIQUE DE L'ENQUETE.....	14
1.1. Champ géographique et populations cibles	15
1.2. Plan de sondage	15
1.2.1 Taille et répartition de l'échantillon	15
1.2.2 Base de sondage et sélection des grappes et des ménages.....	15
1.2.3 Probabilités d'inclusion et poids de sondage initiaux des unités de sondage	16
1.3. Elaboration des documents de base et des questionnaires de l'enquête	17
1.4. Collecte et analyse des données.....	17
CHAPITRE II :	19
OFFRE PUBLIQUE ET CONTRÔLE CITOYEN DE L'ACTION PUBLIQUE DANS LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE BAFOUSSAM I.....	19
2.1. Présentation de la commune d'arrondissement de BAFOUSSAM 1 ^{er}	20
2.1.1 Situation administrative et historique	20
2.1.2 Situation démographique	20
2.1.3 Situation géographique	21
i. Climat	22
ii. Sol.....	23
iii. Relief	23
iv. Hydrographie	23
v. Flore.....	23
vi. Faune	23
2.2. Offre publique de biens et services en contexte de décentralisation.	24
2.3. Analyse de l'offre dans les quatre secteurs cibles	25
3.3.1 Secteur de l'approvisionnement en eau	25
3.3.2 Secteur santé	26
3.3.3 Secteur de l'éducation	26
3.3.4 Secteur des services communaux	27
CHAPITRE III :	28
PRINCIPAUX CONSTATS RELEVÉS DANS LES SECTEURS CIBLES	28
3.1. Description de la population enquêtée.....	29
3.2. Approvisionnement en eau potable	31
3.2.1 Utilisation des points d'eau dans la commune.....	32
3.2.2 Accessibilité des points d'eau dans la commune	33
3.2.3 Entretien et maintenance de points d'eau dans la commune	33
3.2.4 Caractérisation des points d'eau dans la commune	35
3.2.5 Satisfaction des besoins exprimés en matière d'approvisionnement en eau dans la commune.....	35
3.2.6 Raisons de non satisfaction des ménages par rapport au service public de l'approvisionnement en eau potable	36
3.2.7 Actions envisagées en vue de l'amélioration du service rendu en eau potable	37
3.3. Services de santé.....	39
3.3.1 Typologie de formation sanitaire le plus fréquemment utilisé par les ménages pour la prise en charge et le milieu de résidence.....	39
3.3.2 Raison de choix du type de formation sanitaire privé pour la prise en charge et le milieu de	

résidence	39
3.3.3	Principale formation sanitaire publique fréquentée par les ménages pour l'obtention des soins. ...40
3.3.4	Caractéristiques du petit matériel disponible dans la principale formation sanitaire publique fréquentée pour l'obtention des soins 41
3.3.5	Jugement des ménages sur l'accueil du personnel soignant 41
3.3.6	Raisons de la non satisfaction des services rendus dans la principale formation sanitaire fréquentée pour les soins 42
3.3.7	Actions des ménages dans la commune en vue de l'amélioration du service rendu dans le secteur de la santé 43
3.4.	Services de l'éducation 44
3.3.1	Fréquentation scolaire dans la commune.....44
3.3.2	Accessibilité de l'école publique dans la commune 45
3.3.3	Caractéristiques de l'environnement scolaire 46
3.3.4	Coût de l'éducation et gestion des ouvrages de l'école 47
3.3.5	Appréciation du service de l'éducation par cycle.....48
3.3.6	Actions envisagées en vue de l'amélioration du service de l'éducation.....48
3.5.	Fourniture des services communaux 49
3.5.1	Caractérisations de la fourniture des services communaux 50
3.5.2	Contraintes dans la fourniture des services communaux.....50
3.5.3	Promotion de l'engagement citoyen dans la commune 52
3.5.4	Appréciation des services communaux.....52
3.5.5	Actions envisagées en vue de l'amélioration des services communaux.....53
CHAPITRE IV : PLAN D' ACTIONS POUR LA MISE EN PLACE D'UN CONTRÔLE CITOYEN DE L' ACTION PUBLIQUE.....	55
4.1.	Dispositif de suivi-évaluation participatif pour la conduite des changements 56
4.2.	Plan d'actions dans les secteurs cibles du ScoreCard..... 58
CONCLUSION ET PRINCIPALES RECOMMANDATIONS	61
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	62
ANNEXES 1 : QUESTIONNAIRES ENQUETE SCORECARD / CCAP	63
ANNEXES 2 : LISTE DES PARTICIPANTS AUX TRAVAUX DE RAPPORTAGE DU PROJET SCORE CARD POUR LE COMPTE DE DK INTERNATIONAL EN CHARGE DU LOT 2.....	83

PRÉFACE

Lors de son discours d'investiture le 18 novembre 2018, le président de la République du Cameroun déclarait : "L'objectif de l'émergence doit être érigé en grande cause nationale qui mobilise l'ensemble de nos concitoyens afin de faire du Cameroun un pays moderne et socialement avancé ». Pour un pays moderne et socialement avancé, chaque action du gouvernement doit avoir comme finalité le bien-être de l'ensemble des citoyens du pays. Puisque ce bien-être est ressenti de façon individuelle par chaque citoyen, dans un contexte de démocratie moderne, il faut donner la parole aux citoyens, les interroger pour pouvoir apprécier le niveau de satisfaction par rapport aux services de l'offre public dans certains secteurs de développement en l'occurrence, la santé, l'éducation de base, l'approvisionnement en eau potable et institution communale.

La méthodologie utilisée pour apprécier le niveau de satisfaction par rapport aux services de l'offre public dans les secteurs visés est désigné sous le vocable de "enquête SCORECARD". SCORECARD est un terme anglo-saxon qui n'est pas très utilisé dans le langage courant, mais très connu en comptabilité dans le domaine des entreprises. Il signifie littéralement "tableau de bord prospectif". Ce terme (SCORECARD) sera très utilisé dans ce rapport que présente la Commune d'arrondissement de BAFOUSSAM 1^{er}. Dans un contexte de la décentralisation en cours au Cameroun, une commune doit fonctionner comme une entreprise. Mais au-delà de toute considération économique il faut comprendre par "enquête SCORECARD", l'évaluation par les bénéficiaires des services rendus **par l'offre publique dans les secteurs de l'approvisionnement en eau potable, de la santé, de l'éducation et des services communaux de la Commune d'Arrondissement de BAFOUSSAM 1^{er}**

La toile de fond de ce rapport est constituée d'un ensemble de tableaux qui présentent les statistiques sur la population enquêtée, l'approvisionnement en eau potable, les services de santé, les services de l'éducation et la Fourniture des services communaux. Les données de certains de ces tableaux sont analysées et commentées par l'Organisation de la société civile (OSC) DK International qui, en collaboration avec le Programme National de développement participatif(PNDP) et l'Institut National de la Statistique (INS), a accompagné la Commune d'arrondissement de BAFOUSSAM 1^{er} et mené les enquêtes sur le terrain. Ces données statistiques, les analyses et les commentaires faites permettront à l'exécutif municipal en particulier et à son conseil municipal en général d'avoir une idée claire sur ce que pense le citoyen ordinaire du service que leur commune leur rend au quotidien. Cela leur permettra de booster les actions planifiées si cette appréciation est bonne ou de réorienter les axes d'amélioration dans le cas contraire. C'est ce qui justifie à la fin de cette activité, l'élaboration d'un PLAN D'ACTIONS POUR LA MISE EN PLACE D'UN CONTRÔLE CITOYEN DE L'ACTION PUBLIQUE dans la Commune d'arrondissement de BAFOUSSAM 1^{ER}.

NGNANG CYRILLE
Maire de la Commune d'Arrondissement de BAFOUSSAM 1^{er}



NGNANG CYRILLE

RESUMÉ EXÉCUTIF

Du document de la stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) à la Stratégie Nationale de développement 2020-2030 (SND30) en passant par le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), le Cameroun s'est toujours doté de document de référence pour définir la vision à court ou à moyen terme de son développement. Ces documents successifs ont la même finalité : offrir un bien-être au Camerounais. Comme le bien-être est une donnée ressentie de manière individuelle par chaque être humain, son évaluation ne peut être que la résultante d'une enquête menée individuellement auprès des personnes représentant des ménages issus d'un échantillonnage.

L'enquête SCORECARD est la méthodologie utilisée pour apprécier le niveau de satisfaction des populations par rapport aux services de l'offre public dans les secteurs de la santé, de l'éducation de base, de l'approvisionnement en eau potable et de l'institution communale (service communaux) dans la Commune d'arrondissement de BAFOUSSAM 1^{er}. Cette enquête sur le terrain a débuté le 23 mai et a pris fin le 18 juin 2022

Le champ géographique de la population cible couvre les 41 quartiers/villages de la Commune qui a une population totale estimée à 140 354 habitants à partir des données du **Rapport de Présentation des Résultats Définitifs** du Troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitat au Cameroun publié le 30 Mars 2010. 299 ménage ont été enquêtés répartis en 13 grappes de 23 ménages chacune

Les résultats de cette enquête SCORECARD font apparaître dans le secteur de l'approvisionnement en eau potable un ensemble de 113 points d'eau dans toutes la Commune de BAFOUSSAM 1^{er}. Parmi ces 113 points d'eau, seuls 49 sont fonctionnels, car certains Comités de gestion (COGES) ne fonctionnent pas bien. La CAMWATER qui assure l'approvisionnement en eau potable dans la partie urbaine et même une bonne partie de la zone rurale ne donne pas satisfaction à ses abonnés car la proportion des ménages non satisfaits de l'approvisionnement en eau potable est de 95,30% en milieu urbain et de 100% en milieu rurale ; le milieu rural étant représenté dans le cadre de ce travail par les villages HOUKAHA et NDIENGSO 1 tous deux couverts par le réseau CAMWATER ;

En matière de fourniture des soins de santé, 08 structures sanitaires publiques assurent ces services dans la Commune d'arrondissement de BAFOUSSAM 1^{er}. Le pourcentage des ménages non satisfaits des services de santé offerts dans la principale formation sanitaire fréquentée pour les soins est assez faible : 2,80% seulement des ménages sont non satisfaits et parmi les raisons de la non satisfaction, 80 ménages sur 100 estiment que le Coût de l'accès aux soins de santé est élevé.

En matière de l'offre des services dans l'éducation, La Commune d'arrondissement de BAFOUSSAM 1^{er} compte au total 99 établissements publics dans les cycles maternels, primaires et secondaires. La non satisfaction des populations par rapport à la fourniture des services de l'éducation de base, est le

montant des frais d'APEE jugés élevés. 100% des ménages enquêtés jugent le montant de ces frais élevé dans le cycle maternel, 50% des ménages enquêtés jugent le montant de ces frais élevé dans le cycle primaire et enfin, 100% des ménages enquêtés jugent le montant des frais d'APEE élevé dans le cycle secondaire.

En examinant les résultats de l'enquête concernant les services communaux, la non satisfaction des enquêtés réside dans la Méconnaissance des actions menées par la commune. La proportion des ménages non satisfaits est de 95,12%

En définitive, le plan d'actions pour la mise en place d'un contrôle citoyen de l'action publique concernant les quatre secteurs objets de l'enquête SCORECARD dans la Commune d'arrondissement de Bafoussam 1er vise les axes d'amélioration des raisons de la non satisfaction des populations concernées. Accroître le niveau d'accès à l'eau potable dans la Commune d'arrondissement de BAFOUSSAM 1er en assurant la fonctionnalité des points d'eau existant ; Accroître le niveau d'accès aux soins de santé de qualité à travers une amélioration du système d'accueil des patients par le personnel soignant ainsi que l'implication des populations dans la gestion des formations sanitaires; Accroître le niveau d'accès aux services d'éducation de qualité à travers un accompagnement pédagogique dans les établissements scolaires de la Commune de (Tenue avant chaque rentrée scolaire d'une session de l'APEE par établissement pour fixer le montants des frais exigibles d'APEE) ; et enfin, Accroître niveau de redevabilité de la Commune vis-à-vis des citoyens de la Commune d'arrondissement de BAFOUSSAM 1er à travers l'accroissement du niveau de communication autour des actions menées par la Commune au profit des populations.

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

APEE:	AssociationdesParents d'ÉlèvesetEnseignants
CAMWATER	Cameroon Water Utilities Corporation
CAPI	Computer asistedpersonnal interviewing
CCAP	Contrôle Citoyen de l'Action Publique
CCC	Cadre communal chargé des communautés
CMA:	Centre Médicald'Arrondissement
COGE:	Comité de Gestion
COSA:	ComitédeSanté
CTD:	CollectivitéTerritorialeDécentralisée
CVC:	ComitédeVeilleCitoyenne
CVUC:	Communes et Villes Unies du Cameroun
DK International	Development Knowledge International
ELECAM:	ElectionsCameroon
INS:	InstitutNationaldelaStatistique
MINATD:	Ministèredel'AdministrationTerritorialeetdelaDécentralisation
MINDDEVEL :	Ministère de la Décentralisation et du Développement Local
MINEDUB:	Ministèredel'ÉducationdeBase
MINEE :	Ministère de l'Eau et de l'Energie
MINESEC:	MinistèredesEnseignementsSecondaires
MINSANTE:	Ministère de la Santé publique
ODK (collect)	Open Data Kit (collect)
OSC:	OrganisationdelaSociétéCivile
PCD:	PlanCommunal deDéveloppement
PNDP:	ProgrammeNationaldeDéveloppementParticipatif
PTF:	PartenaireTechniqueFinancier
RGPH	Recensement Général de la Population et des habitats
SND30	Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (du Cameroun)
UPE	unitésprimairesd'échantillonnage
ZD:	ZonedéDénombrement

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. 1 : Bilan de la collecte des données dans la commune d'arrondissement de BAFOUSSAM Ier	18
Tableau 2 1 Nombre de villages, population par village de la Commune d'arrondissement de BAFOUSSAM Ier.....	20
Tableau 2. 2 : Etat des lieux des points d'eau dans la commune.....	25
Tableau 2.3 : Etat des lieux des formations sanitaires couvrant la commune	26
Tableau 2 4: Etat des lieux des services de l'éducation.....	26
Tableau 2 5 : Inventaire des services communaux.....	27
Tableau 3. 1: Répartition (%) dans la commune des chefs de ménage selon le milieu de résidence et le sexe.	29
Tableau 3. 2 : Répartition (%) dans la commune des répondants selon le milieu de résidence, le sexe et le groupe d'âge.	29
Tableau 3. 3: Lien de parenté de l'enquêté avec le chef de ménage.....	30
Tableau 3. 4 : Proportion des types de point d'eau disponibles dans le village / quartier habité selon le milieu de résidence	32
Tableau 3. 5 : Utilisation d'une source d'eau publique	32
Tableau 3. 6: Disponibilité au cours de l'année et utilisation de la principale source d'approvisionnement en eau tout au long de la journée	33
Tableau 3. 7: Correspondance entre disponibilité de la principale source d'approvisionnement en eau et besoin en eau des ménages	33
Tableau 3. 8: Panne au cours des six derniers mois et délai de réparation du principal type de point d'eau utilisé	33
Tableau 3. 9: Type d'acteurs de remise en service du principal type de point d'eau	34
Tableau 3. 10: Intervenant dans la gestion, l'entretien et la maintenance de ce point d'eau.....	34
Tableau 3. 11: Contribution financière du ménage au fonctionnement du COGES.....	34
Tableau 3. 12: Accessibilité à la principale source d'approvisionnement et appréciation du service rendu par cette source.....	35
Tableau 3. 13: Proportion (%) des ménages dans la commune selon les caractéristiques de la principale source d'approvisionnement en eau et le milieu de résidence	35
Tableau 3. 14: Besoin exprimé en matière d'approvisionnement en eau et satisfaction de ce besoin	35
Tableau 3. 15: Répartition dans la commune des ménages satisfaits du besoin exprimé en eau potable selon l'intervalle du temps mis de satisfaction	36
Tableau 3. 16: Non satisfaction de l'approvisionnement en eau potable	36
Tableau 3. 17 : Actions des ménages dans la commune en vue de l'amélioration du service rendu dans l'approvisionnement en eau potable	37
Tableau 3. 18 : Actions des ménages dans la commune en vue de l'amélioration du service rendu dans l'approvisionnement en eau potable Proportion (%) des ménages selon le type d'action et le milieu de résidence	38
Tableau 3. 19: Répartition (%) dans la commune des ménages selon le type de formation sanitaire le plus fréquemment utilisé pour la prise en charge et le milieu de résidence	39
Tableau 3. 20: Proportion (%) des ménages dans la commune selon la raison de choix du type de formation sanitaire privé	40
Tableau 3. 21 : Répartition (%) dans la commune des ménages selon la principale formation sanitaire publique fréquentée pour l'obtention des soins	40
Tableau 3. 22 : Accessibilité de la principale formation sanitaire publique fréquentée pour l'obtention des soins	41
Tableau 3. 23 : Proportion (%) des ménages dans la commune selon les caractéristiques du petit matériel disponible dans la principale formation sanitaire publique fréquentée pour l'obtention des soins	41
Tableau 3. 24 : Paiement des soins de santé et jugement des ménages sur l'accueil du personnel soignant	41
Tableau 3. 25 : Disponibilité des médicaments et résolution des problèmes de santé dans la principale formation sanitaire fréquentée pour les soins.....	42
Tableau 3. 26 : Non satisfaction des services rendus dans la principale formation sanitaire fréquentée pour les	

soins.....	42
Tableau 3. 27 : Actions des ménages dans la commune en vue de l'amélioration du service rendu dans le secteur de la santé ; Proportion (%) des ménages selon le type d'action et le milieu de résidence.....	43
Tableau 3. 28 : Pourcentage des enfants dans les ménages selon le cycle d'enseignement, l'ordre d'enseignement et le milieu de résidence	44
Tableau 3. 29 : Raisons de la préférence du privé au public pour la fréquentation d'un établissement scolaire	45
Tableau 3. 30 : Répartition (%) des ménages déclarant l'existence d'un établissement scolaire public dans un cycle d'enseignement disponible dans le village / quartier selon le milieu de résidence et la proximité du ménage à cet établissement scolaire public.....	45
Tableau 3. 31 : Distance moyenne parcourue et temps moyen mis à pieds pour se rendre à l'établissement scolaire fréquenté selon le cycle d'enseignement et le milieu de résidence	46
Tableau 3. 32 : Proportion (%) des ménages selon les caractéristiques déclarées de l'établissement fréquenté par cycle d'enseignement	46
Tableau 3. 33 : Nombre moyen d'élèves par salle de classe dans un établissement et appréciation de la fréquence de présence de l'enseignant dans la classe selon le cycle.....	46
Tableau 3. 34 : Proportion (%) dans la commune des ménages ne participant pas aux réunions de l'APEE selon le milieu de résidence	47
Tableau 3. 35: Proportion (%) des ménages dans la commune selon la raison de non-participation aux réunions de l'APEE.....	47
Tableau 3. 36 : Répartition des ménages selon l'appréciation du montant payé pour des frais exigibles et le milieu de résidence	47
Tableau 3. 37 : Proportion (%) des ménages déclarant que les ouvrages (points d'eau, salles de classe, latrines, etc.) endommagés de l'école ont été réfectionnées suivant le type d'acteur selon le cycle d'enseignement	48
Tableau 3. 38 : Proportion (%) des ménages non satisfaits des services d'éducation selon le cycle d'enseignement et la raison de non satisfaction.....	48
Tableau 3. 39 : Actions des ménages au niveau communal en vue de l'amélioration du service rendu dans le secteur de l'éducation ; Proportion (%) des ménages selon le type d'action et le milieu de résidence.....	49
Tableau 3. 40 : Actions des ménages au niveau communautaire en vue de l'amélioration du service rendu dans le secteur de l'éducation ; Proportion (%) des ménages selon le type d'action et le milieu de résidence.....	49
Tableau 3. 41 : Demande de service, accueil à la commune et temps mis pour l'obtention du service	50
Tableau 3. 42 : Proportion (%) des ménages selon la cause de lenteur pour rendre le service communal.....	51
Tableau 3. 43 : Proportion (%) des ménages ayant payé un pourboire pour obtenir le service communal.....	51
Tableau 3. 44 : Proportion (%) des ménages selon la caractérisation des activités de la commune	52
Tableau 3. 45 : Proportion (%) des ménages non satisfaits selon la raison de non satisfaction	53
Tableau 3. 46 : Actions des ménages dans la commune en vue de l'amélioration de la qualité du service rendu par l'institution communale.....	53

LISTE DES FIGURES

Figure 3. 1: Répartition (%) dans la commune des répondants selon le milieu de résidence, le sexe et le groupe d'âge	30
Figure 3. 2 : Lien de parenté de l'enquêté avec le chef de ménage.	30
Figure 3. 3: Raison de choix du type de formation sanitaire	40
Figure 3. 4: Pourcentage des enfants dans les ménages selon le cycle d'enseignement, l'ordre d'enseignement ..	44
Figure 3. 5: Disponibilité et proximité de cycle d'enseignement public dans le village/quartier	45
Figure 3. 6: Actions des ménages dans la commune en vue de l'amélioration de la qualité du service rendu par l'institution communale.....	54

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Avec le cadre juridique de la Constitution du Cameroun de 1996, des lois n° 2004/017, 2004/018 et 2004/019 du 22 Juillet 2004, respectivement portant orientation de la décentralisation, fixant les règles applicables aux communes et règles applicables aux régions, l'Etat du Cameroun a confié aux communes la mission de promotion du développement local et d'amélioration du cadre et des conditions de vie de leurs habitants. Les communes jouent alors désormais un rôle prépondérant dans le processus du développement socioéconomique des populations de leurs collectivités. Cette nouvelle orientation trouve sa raison d'être dans le fait que ces collectivités territoriales décentralisées apparaissent comme étant les structures de développement les plus proches des populations à la base. Commencé depuis janvier 2010 le processus de mise en œuvre de la décentralisation a pris un coup d'accélérateur en 2018 avec la création du Ministère de la Décentralisation et du Développement Local (MINDDEVEL) et la tenue des élections pour la désignation des Conseillers régionaux en 2020. Cette décentralisation qui confère aux collectivités territoriales décentralisées, et spécifiquement aux Communes, une autonomie qui permet l'émergence d'une démocratie sociale, fondée sur la participation de toutes les parties prenantes à un projet de société où l'indice de développement humain, c'est-à-dire le bien-être de tous, est l'un des plus flatteurs. Cette autonomie de gestion des communes suppose qu'elles doivent fonctionner comme des entreprises et à ce titre leurs activités doivent être mesurées régulièrement pour s'assurer de leur bon fonctionnement.

Le Programme National de Développement Participatif (PNDP) qui depuis sa mise sur pieds en 2004 a accompagné les communes dans ce processus de décentralisation, en partenariat avec l'Institut National de la Statistique (INS) a entrepris dans certaines communes du Cameroun une vaste campagne d'évaluation des services rendus par l'offre publique dans les secteurs de l'approvisionnement en eau potable, de la santé, de l'éducation et des services communaux. La Commune d'Arrondissement de BAFOUSSAM 1^{er} en fait partie. Ces services rendus sont évalués à travers l'enquête SCORECARD utilisé sur le terrain par le personnel de l'organisation de la société civile(OSC) DK International, partenaire de la Commune d'Arrondissement de BAFOUSSAM 1^{er}. Cette enquête permet de recueillir auprès des citoyens leur degré de satisfaction par rapport aux services de l'offre publique dans les secteurs visés. A terme, cette enquête permettra de mettre en place un mécanisme de Contrôle Citoyen de l'Action Publique, instrument au service de la promotion du développement durable dans ces secteurs en vue d'améliorer de manière durable le niveau de bien-être des populations.

L'évaluation par les bénéficiaires travers l'enquête SCORECARD a été expérimentée dans sa phase pilote avec 10 communes, puis dans sa première phase avec 153 communes. La phase actuelle concerne 160 communes et ne s'intéresse qu'aux thématiques liées à l'offre publique de fourniture de l'eau potable, de la santé, de l'éducation et des services communaux.

En raison de son expérience en matière d'accompagnement des Communes dans le processus de développement local, l'organisation de la société civile DK International

(DevelopmentKnowledgeInternational), Association de Recherche Appliquée pour le Développement a été sélectionnée par les membres représentant du lot des Communes concernées par cette activité d'évaluation dans la région de l'Ouest en partenariat avec le PNDP. Le choix a été entériné par la signature d'un contrat et du cahier des charges y relatif.

Après une phase de renforcement des capacités du personnel de DK International, le travail d'enquête sur le terrain a effectivement débuté le 23 mai et a pris fin le 18 juin dans la Commune de BAFOUSSAM 1^{er}. L'exploitation des résultats de cette enquête constitue la toile de fond de ce rapport qui s'articule autour des points suivants.

1. Préface
2. Résumé exécutif
3. Introduction générale
4. Chapitre I: synthèse méthodologique de l'enquête
5. Chapitre II: offre publique et contrôle citoyen de l'action publique dans la commune
6. Chapitre III : principaux constats relevés dans les secteurs-cibles
7. Chapitre IV : plan d'actions pour la mise en place d'un contrôle citoyen de l'action publique
8. Conclusion et principales recommandations.

CHAPITRE I:
SYNTHESE METHODOLOGIQUE DE L'ENQUETE

Les contours techniques de l'enquête ScoreCard ont été définis dans le cadre des travaux préparatoires réalisés avec l'appui technique de l'Institut National de la Statistique à travers ses représentants au sein de la Coordination technique nationale du ScoreCard. Ces travaux s'inscrivent dans le cadre de la démarche qualité en matière statistique, qui permet d'apprécier la fiabilité et la qualité des données collectées par l'Organisation de la Société Civile, en l'occurrence DK International pour le cas de la Commune d'Arrondissement de BASOUSSAM I^{er}.

1.1. Champ géographique et populations cibles

Le champ géographique de l'enquête ScoreCard couvre l'ensemble des 41 quartiers/villages de la commune d'arrondissement de BAFOUSSAM I^{er}. La collecte de données s'est effectuée auprès des administrations déconcentrées en charge des secteurs cibles et des ménages ordinaires. Contrairement aux administrations déconcentrées intervenant dans une commune que l'on peut tout enquêter, il est impossible d'interroger tous les ménages ordinaires de la commune. Pour eux, il s'agit de disposer d'un échantillon représentatif dans la commune, ce qui passe par l'élaboration d'un plan de sondage devant assurer des estimations statistiquement fiables des indicateurs.

1.2. Plan de sondage

Les caractéristiques du plan de sondage sont notamment la taille de l'échantillon cible, la répartition de l'échantillon, la base de sondage et l'établissement de la liste des ménages, le choix des domaines d'études, les étapes d'échantillonnage, la stratification et le calcul des pondérations de l'échantillon. Le plan de sondage repose sur une approche d'échantillonnage en grappes stratifiées, à plusieurs degrés, pour la sélection de l'échantillon ménages de l'enquête.

1.2.1 Taille et répartition de l'échantillon

Le choix de la taille d'échantillon dans le cadre de l'enquête ScoreCard est un compromis entre ce qui est exigé du point de vue de la précision de l'échantillonnage et ce qui est réalisable du point de vue de l'application pratique (ex. : budget, personnel de terrain et administratif, ressources techniques, contrôle de qualité, contraintes temporelles, gestion, pérennité, etc.). Plus la taille de l'échantillon est grande, plus les estimations issues de l'enquête sont précises et donc les erreurs de sondage sont réduites. Mais, les erreurs extérieures à l'échantillonnage prédominent généralement sur les erreurs d'échantillonnage dans les enquêtes à grande échelle. Il est donc important que la taille de l'échantillon n'excède pas le maximum praticable.

L'enquête ScoreCard a visé un échantillon représentatif de 299 ménages dans la Commune d'arrondissement de BAFOUSSAM I^{er}. Cette enquête s'appuie sur 13 grappes sélectionnées aléatoirement dans l'ensemble des grappes couvrant la Commune. Exactement 23 ménages ont été sélectionnés par grappe cartographiée pour être enquêtés dans le cadre du ScoreCard.

1.2.2 Base de sondage et sélection des grappes et des ménages

Au premier degré, les zones de dénombrement (ZD) du recensement couvrant la Commune constituent des unités primaires d'échantillonnage (UPE) et sont sélectionnées à l'aide de procédures de tirage systématique avec probabilités proportionnelles aux tailles (la taille étant le nombre de ménages par ZD). La première étape de l'échantillonnage a ainsi été faite en choisissant le nombre requis de zones de dénombrement dans la Commune. Au deuxième degré, un nombre fixé de ménages a été tiré selon le

mode de tirage systématique à probabilités égales.

Les listes des ménages ont été constituées à la suite d'un dénombrement systématique des ménages dans chaque zone de dénombrement sélectionnée. Ce dénombrement s'est fait par une équipe de cartographes identifiés par l'Institut National de la Statistique (INS). Après une formation accélérée, ils ont été déployés dans la Commune pour dénombrer les ménages ordinaires dans chacune de ses grappes (zones de dénombrement) échantillonnées avec l'accompagnement d'un facilitateur endogène. En moyenne, le dénombrement des ménages ordinaires dans une grappe a duré 1,5 jours étant donné la forte expérience des cartographes sélectionnés. Ce travail s'est fait à l'aide d'une application conçue par l'INS avec le logiciel CSPro, laquelle permet de suivre l'évolution de la cartographie dans une Commune et d'envisager la sélection de ses ménages à enquêter. Sur le terrain, les ménages sont numérotés suivant un ordre séquentiel de 1 à n (n étant le nombre total de ménages dans chaque zone de dénombrement) au niveau des bureaux de l'Institut National de la Statistique, où la sélection d'un nombre fixé de ménages dans chaque zone de dénombrement est effectuée à l'aide des procédures de sélection aléatoire systématique, intégrées dans l'application de cartographie.

1.2.3 Probabilités d'inclusion et poids de sondage initiaux des unités de sondage

Le plan de sondage de l'enquête ScoreCard étant à deux degrés, les notations ci-après sont utilisées pour déterminer les probabilités d'inclusion et les poids de sondage des unités de sondage pour des estimations dans la Commune :

P_{1hi} : probabilité de sondage au premier degré de la $i^{\text{ème}}$ ZD de la Commune h ,

P_{2hi} : probabilité de sondage au deuxième degré dans la $i^{\text{ème}}$ ZD de la Commune h ,

Soient a_h le nombre de ZD tirées dans la Commune h , M_i le nombre de ménages dans la ZDi, et t_{hij} la taille estimée en proportion du segment j choisi pour la ZDi de la Commune h .

On note que $t_{hij} = 1$ si la ZD n'a pas été segmentée et la somme des t_{hij} est égale à 1.

La probabilité de sondage au premier degré de la $i^{\text{ème}}$ ZD de la Commune h est donnée par :

$$P_{1hi} = \frac{a_h \times M_i}{\sum_i M_i} \times t_{hij}$$

Au deuxième degré, un nombre b_{hi} de ménages ont été tirés à partir des L_{hi} ménages nouvellement dénombrés par l'équipe dans la $i^{\text{ème}}$ ZD ou dans le segment choisi de la $i^{\text{ème}}$ ZD de la Commune h .

$$P_{2hi} = \frac{b_{hi}}{L_{hi}}$$

La probabilité globale pour tirer un ménage dans la ZDi de la Commune h est alors :

$$P_{hi} = P_{1hi} \times P_{2hi}$$

Donc :

Le taux de pondération pour tous les ménages enquêtés dans la $i^{\text{ème}}$ ZD de la Commune h sera calculé en utilisant la formule suivante, avec éventuellement la correction de non réponse et la normalisation :

$$W_{hi} = \frac{1}{P_{1hi} \times P_{2hi}}$$

1.3. Elaboration des documents de base et des questionnaires de l'enquête

Dans chacun des quatre (04) secteurs dédiés à la mise en place d'un contrôle citoyen de l'action publique, l'enquête ScoreCard vise à disposer des informations pour renseigner les indicateurs liés à l'identification de la typologie des biens et services, à la caractérisation des utilisateurs et des modes de fonctionnement de ces biens et services, à l'appréciation de la qualité du service rendu par l'offre des biens et services offerts dans le secteur et l'explication des causes de satisfaction et d'insatisfaction du service rendu dans le secteur, et à la détermination des actions que les populations doivent entreprendre pour améliorer la qualité du service rendu en cas d'insatisfaction. Pour s'assurer que ces indicateurs seront effectivement calculés au terme de l'enquête, il a été élaboré : (i) un document des besoins, qui présente les principaux indicateurs à renseigner afin d'orienter l'élaboration du plan d'actions du Contrôle Citoyen de l'Action Publique dans un secteur donné, (ii) un document des concepts permettant à tous les intervenants dans la réalisation de l'enquête et tous les potentiels utilisateurs des indicateurs calculés, d'avoir la même compréhension des termes, (iii) un plan de sensibilisation décrivant la stratégie de sensibilisation des populations en précisant le rôle de chacun des intervenants et leurs outils de sensibilisation.

Sur la base des deux premiers documents, cinq (05) questionnaires ont été élaborés pour la collecte des données, à savoir : (i) un questionnaire ménage pour capter la satisfaction des ménages sur les services rendus dans l'espace communal, (ii) un questionnaire commune pour faire un inventaire de l'offre publique dans les secteurs de l'approvisionnement en eau potable et des services communaux, (iii) un questionnaire délégation départementale du MINEE permettant de faire un inventaire de l'offre publique dans le secteur de l'approvisionnement en eau potable, similaire à celui dressé dans le questionnaire commune, afin de confronter les deux inventaires, (iv) deux questionnaires pour retracer l'offre publique dans le secteur de l'éducation, dont l'un pour le sous-secteur de l'éducation de base adressé à l'Inspection de l'éducation de base et l'autre pour le sous-secteur des enseignements secondaires adressé au délégué départemental du MINESEC. Ces questionnaires s'accompagnent d'un manuel de l'agent enquêteur dans lequel sont données les instructions indispensables à leur administration dans des conditions convenables. Cette administration des questionnaires s'est faite en mode CAPI (Computer Assistant Personal Interviewing), laquelle a nécessité le montage des questionnaires dans la plateforme KoboToolBox à l'aide de l'application Enketo, ainsi que le déploiement dans les tablettes à travers l'application ODK Collect.

1.4. Collecte et analyse des données

C'est l'Organisation de la Société Civile (OSC) DK International sélectionnée pour le lot n°2 des communes en vue de la mise en place d'un Contrôle Citoyen de l'Action Publique (CCAP) dans les secteurs cibles, qui a procédé à la collecte des données dans la commune d'arrondissement de Bafoussam Ier. Dans ce lot, l'OSC est composée d'un Responsable et des superviseurs et des agents enquêteurs. Mais avant la collecte proprement dite des données, le Coordonnateur de l'OSC et ses Responsables de lot ont bénéficié d'un renforcement des capacités techniques sur la compréhension du mode opératoire de l'enquête ScoreCard et l'utilisation des outils de collecte. Ils ont restitué les connaissances acquises à leurs agents enquêteurs dans le cadre d'un atelier supervisé par la coordination technique régionale du ScoreCard composée des représentants de la Cellule Régionale de Coordination

du PNDP et de l'INS. Les aspects clés de cette restitution ont porté sur la présentation de l'enquête, les techniques pour conduire une enquête, le remplissage du questionnaire ménage, la simulation et le test de sélection. A la fin, les meilleurs agents enquêteurs ont été retenus pour poursuivre avec la collecte des données sur le terrain.

Cette dernière s'est déroulée du 23 mai au 18 juin 2022 et présente le bilan ci-après :

Tableau 1. 1: Bilan de la collecte des données dans la commune d'arrondissement de BAFOUSSAM Ier

N°	Grappe	Localités (Villages/ Quartiers)	Nbre ménages enquêtés	Nbre ménages vides	Nbre de Refus	Nbre ménages absents	Observations
1.	2385	BAMENDZI STADE	23	0	0	0	Quartier
2.	2388	FAMLA 2	23	0	0	0	Quartier
3.	2383	HOUKAHA	23	0	0	1	Village
4.	2384	BAMENDZI I	23	0	0	3	Quartier
5.	2390	BANENGO VILLE A et TAMDJIA	23	0	0	6	Quartier
6.	2391	BANENGO 2A	23	0	0	6	Quartier
7.	2392	BANENGO 2	23	1	0	6	Quartier
8.	2393	BANENGO 1A ET 1C	23	0	0	3	Quartier
9.	2394	BANENGO 1	23	0	0	0	Quartier
10.	2395	BANENGO 1	23	0	0	10	Quartier
11.	2396	BANENGO 1	23	0	0	10	Quartier
12.	2397	NDIENG DAM 2	23	0	0	10	Quartier
13.	2398	NDIENG SO 1	23	1	1	1	Village
Total			299	2	1	56	

NOTE : Village est le découpage administratif en zone rurale et quartier est le découpage administratif en milieu urbain

Etant donné que la collecte s'est faite par la méthode CAPI (Computer assisted personal interviewing) les données sont directement disponibles sur le serveur pour apurement et production des tableaux par l'INS selon le plan de tabulation validé avec le PNDP. Ces tableaux ont été mis à la disposition de DK International, ainsi que d'autres documents importants dont : (i) le guide de rédaction du rapport ScoreCard, (ii) le canevas du rapport ScoreCard, (iii) le modèle de plan d'actions du Contrôle Citoyen de l'Action Publique en vue de la conduite des changements, (iv) la page de garde du rapport ScoreCard. Pour s'assurer de l'utilisation optimale de ces documents par DK International dans le cadre de l'analyse des données et de la production du rapport communal ScoreCard, elle a bénéficié d'un renforcement des capacités. A son tour, elle a restitué cette formation aux superviseurs dont chacun avait la charge de rédiger le rapport ScoreCard de sa commune de supervision.

CHAPITRE II :
OFFRE PUBLIQUE ET CONTRÔLE CITOYEN DE L'ACTION PUBLIQUE DANS LA COMMUNE
D'ARRONDISSEMENT DE BAFOUSSAM I

Le contrôle citoyen de l'action publique désigne un ensemble des pratiques, qu'elles soient collectives ou non, sectorielles ou générales, visant à assurer la responsabilisation des acteurs impliqués dans la gestion des affaires publiques, notamment à travers une grande transparence. L'activité de contrôle cherche à informer, parfois à alerter, mais aussi à influencer ou à réorienter l'action publique. L'objectif de ce contrôle est d'aboutir à une action publique plus efficace et plus légitime, c'est-à-dire en adéquation avec le cadre légal mais aussi avec les demandes des populations.

2.1. Présentation de la commune d'arrondissement de BAFOUSSAM 1^{er}

Il s'agit de présenter la Commune de BAFOUSSAM 1^{er} dans sa situation administrative et historique, sa situation géographique et démographique.

2.1.1 Situation administrative et historique

Par Arrêté N°807 du 29 novembre 1954 de l'administration "coloniale" portant création des unités administratives, La Commune de BAFOUSSAM a été créée au même titre que celle de DSCHANG, MBOUDA, BANGANGTE etc. Le 30 Novembre 1960 après l'indépendance du Cameroun, par la loi N°60/70, le département de BAFOUSSAM fut créé. Il deviendra le 3 février 1961 par décret n°61-8 le département de la MIFI avec comme chef-lieu BAFOUSSAM (source des décrets et lois : <https://fr.m.wikipedia.org>). Bafoussam est alors appelé Commune Mixte-rurale, car il y avait deux sections : la section urbaine au centre de la ville à TAMDJIA où se trouve actuellement la Mairie de la ville de BAFOUSSAM, et la section rurale ou Mairie rurale qui était logée au site où se trouve actuellement la base régionale du corps des Sapeurs-pompiers de l'Ouest. La Commune Bafoussam 1^{er} est née suite à l'éclatement de l'ancienne Commune Mixte-rurale de BAFOUSSAM en trois entités distinctes par décret n° 93 / 321 du 25 Novembre 1993. (Sources : décret n° 93 / 321 du 25/11/1993 téléchargeable sur le site <http://www.cvuc-uccc.com/minat/textes/85.pdf>). Sa dénomination actuelle est la conséquence du décret n°2008/022 du 17 Janvier 2008 portant Création de la Communauté urbaine de Bafoussam, la Commune de Bafoussam 1^{er} est donc transformée en Commune d'Arrondissement de Bafoussam 1^{er}

2.1.2 Situation démographique

En appliquant le taux d'accroissement naturel de 2,4 %, la population de la Commune d'arrondissement de BAFOUSSAM 1^{er} est estimée à **140 354** habitants à partir des données du **Rapport de Présentation des Résultats Définitifs** du Troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitat au Cameroun publié le 30 Mars 2010, les chiffres de la population par village sont présentés dans le tableau ci-après

Tableau 2 1 Nombre de villages, population par village de la Commune d'arrondissement de BAFOUSSAM 1^{er}

NO	villages/quartiers	population totale	masculine	féminine	rapport de masculinité
	QUARTIERS DE L'ESPACE URBAIN				
1	BAMENDZI 1 BIS	5280	2449	2831	86,51
2	BAMENDZI I	8525	5037	3488	144,41
3	BAMENDZI KING PLACE	8336	3802	4534	83,86
4	BAMENDZI VILLE A	4343	1938	2405	80,58
5	BAMENDZI VILLE B	9791	4393	5398	81,38
6	BANENGO VILLAGE I	9453	4249	5204	81,65

7	BANENGO VILLAGE II	3084	1424	1660	85,78
8	NDIENDAM I	1788	816	972	83,95
9	BANENGO VILLE A	14508	6878	7630	90,14
10	BANENGO VILLE B	4153	2115	2038	103,78
11	BANENGO VILLE C	9695	4744	4951	95,82
12	DJELENG V	4554	1995	2559	77,96
13	DJEMOUN I	2627	1162	1465	79,32
14	DJEMOUN II	949	440	509	86,44
15	FAMLA I	1191	534	657	81,28
16	FAMLA II	3016	1305	1711	76,27
17	FAMLA III	2648	1193	1455	81,99
18	NDIANGDAM II	5620	2666	2954	90,25
19	QUARTIER ADMINISTRATIF	789	383	406	94,33
20	TAMDJA I	2221	1020	1201	84,93
21	TAMDJA II	3405	1526	1879	81,21
	Sous total espace urbain	105976	50069	55907	89,56
Villages de la zone rurale					
22	BADIEMBOU MELAM I	1324	604	720	83,89
23	BADIEMBOU MELAM II	428	200	228	87,72
24	BAMENDZI II	4024	1952	2072	94,21
25	BANEFO	566	250	316	79,11
26	BANENGO VILLAGE III	2610	1227	1383	88,72
27	BATOUKOP	834	331	503	65,81
28	DEMSIEM	779	345	434	79,49
29	FAMCEP	955	425	530	80,19
30	HOUKAHA	395	154	241	63,90
31	KOUEKONG	555	281	274	102,55
32	MVOUTSA'A	640	281	359	78,27
33	NDIEMBOU MEDJO I	948	412	536	76,87
34	NDIEMBOU MEDJO II	526	231	295	78,31
35	NDIENGSO I	3468	1556	1912	81,38
36	NDIENGSO II	1160	515	645	79,84
37	NJEUGAH I	1170	528	642	82,24
38	NJEUGAH II	990	405	585	69,23
39	TCHO	566	311	255	121,96
40	TOMDJO	1336	644	692	93,06
41	BAMENDZI III	11104	5037	6067	83,02
	Sous total village	34378	15689	18689	83,95
	Total commune	140 354	65 758	74 596	88,15

Source : PCD de la Commune d'arrondissement de BAFOUSSAM 1^{er} (actualisé en 2021)

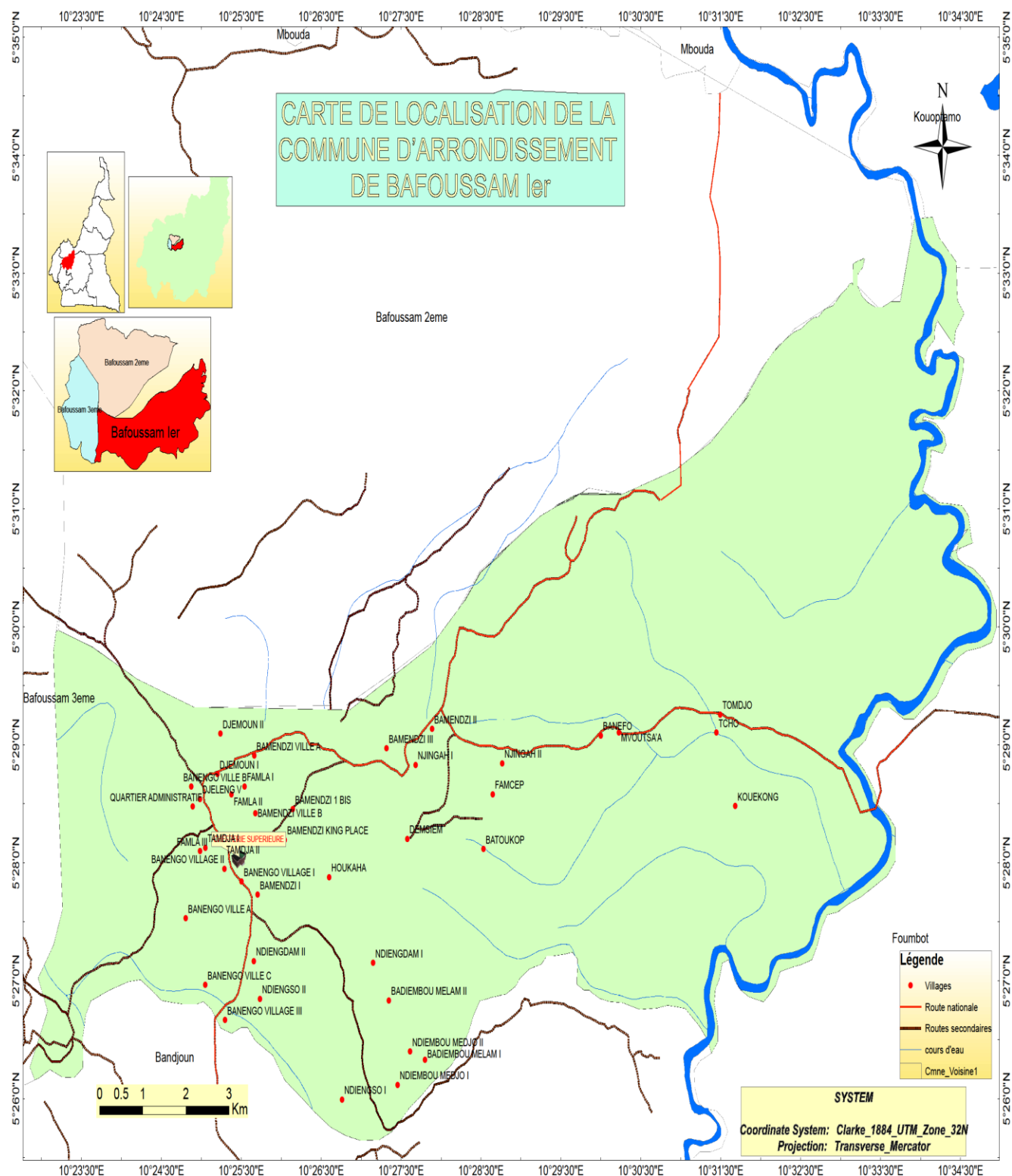
2.1.3 Situation géographique

La Commune d'Arrondissement de BAFOUSSAM 1^{er}, chef-lieu de l'Arrondissement de même nom est située dans le département de la MIFI, région de l'Ouest. Elle est située entre le 5ème degré 25 de la latitude Nord et le 5ème degré 30 de la longitude Est et s'étend sur une superficie de 91 km² avec 18 km² pour la zone urbaine et 73 km² pour la zone rurale.

Elle est limitée :

- Au Nord par la commune d'arrondissement de Bafoussam II,
- Au Sud par la commune de Pete-Bandjoun;
- A l'Est par la Commune de Foumbot
- A l'Ouest par la Commune de commune d'arrondissement de Bafoussam III.

Carte de la localisation de la commune dans la Région de l'Ouest et le Département de la Mifi



Source : PCD de la Commune d'arrondissement de BAFOUSSAM 1^{er} (actualisé en 2021)

i. Climat

Le climat qui règne dans la Commune de Bafoussam 1^{er} est de type camerounien d'altitude. Elle se caractérise par l'existence de deux saisons : une saison sèche et une saison pluvieuse. La saison sèche va de la mi-novembre à la mi-mars. Et la saison de pluies qui commence à la mi-mars, prend fin à la mi-novembre.

ii. Sol

Les sols dominants de BAFOUSSAM Ier sont une émanation du massif volcanique de la chaîne montagneuse de l'Ouest, notamment le Mont BAPI qui est situé dans le département du NOUN. C'est pour cette raison qu'ils sont noirs, friables et très fertiles dans sa partie nord limitrophe avec la Commune de FOUMBOT dans le département du NOUN

iii. Relief

La Commune d'arrondissement de BAFOUSSAM I^{er} est située sur la chaîne montagneuse de l'Ouest. . A ce titre, son relief est fort accidenté situé dans le département de la MIFI. Cependant deux grands ensembles sont prédominants. Les basses terres sont constituées d'une grande partie des villages du Nord-Est et de l'Est de la Commune que sont KOUEKONG, TOMDJO etc. Les hautes terres qui se situent dans sa partie ouest à la limite avec les communes d'arrondissement de BAFOUSSAM III et BAFOUSSAM II.

iv. Hydrographie

Le plus important cours d'eau qui borde la Commune de Bafoussam Ier, c'est le Noun qui coule dans sa partie Est. Le réseau hydrographique de cette Commune est aussi constitué de plusieurs autres cours de moyenne importance : cours d'eau DEFFO TIEMBOU à BAMENDZI III, cours d'eau Djou à KOUEKONG, cours d'eau TAGOH, cours d'eau de TAMEGNE à TOMDJO, VA'A-VA'A à NJINGAH I

v. Flore

La végétation est essentiellement celle de la savane arbustive et arborée à forte anthropisation. D'une manière générale, l'unité de paysage prédominante est constituée des zones de polyculture caractérisées par les champs de cultures vivrières. Les principales espèces floristiques qu'on y retrouve sont le bambou raphia rencontrés dans certains bas-fonds, les arbres fruitiers plantés ; et sans oublier les plantes médicinales variées.

Quelques îlots de forêts sont, identifiés au sein de la Commune : en dehors de la forêt de KOUOPFOU à la falaise de BANEFO, l'on peut aussi citer les forêts sacrées à l'exemple de celle située à la chefferie supérieure Bafoussam. A cela s'ajoutent les forêts sacrées de MEFOUGOUO à Mvouts'a, de DAGNE à NDIENGDAM et de TCHUEKE à NDIEMBOU.

vi. Faune

Faune est très peu fournie du fait de la pression des activités humaines (champs et habitations) sur toute l'étendue de la communale. Cependant, à certains endroits reculés des abords du fleuve NOUN, on rencontre des petits singes notamment les babouins (*Papio papio*) des varans (*Varanus*) les lièvres (*Lepus*) et les rats de Gambie (*Cricetomys gambianus*) les perdrix (*Alectoris*) qui font des incursions pour causer des dégâts sur les cultures dans les champs

2.2. Offre publique de biens et services en contexte de décentralisation.

Le Code Général des CTD présente la consistance de l'ensemble des compétences transférées à la commune, regroupées dans trois (03) principaux domaines à savoir :

1. Le développement économique ;
2. Le développement sanitaire et social ;
3. Le développement éducatif, sportif et culturel.

Les secteurs ciblés par la présente enquête sont inclus dans le domaine du développement social et le secteur du développement éducatif, sportif et culturel. Il s'agit plus exactement de l'Approvisionnement en eau potable, la Santé, l'Education et certains services communaux. Le tableau ci-après présente la consistance des certaines compétences transférées aux CTD.

Tableau 2 2 : compétences transférées par l'Etat du Cameroun au CTD

Compétences économiques	Compétences sociales et sanitaires	Compétences éducatives, sportives, culturelles et jeunes
Promouvoir les activités agropastorales, piscicoles et artisanales	Apporter un appui à l'entretien et à la gestion des centres de promotion et de réinsertion sociale	Créer, équiper, gérer et entretenir des écoles maternelles, primaires et préscolaires. Recruter du personnel pour ces écoles
Créer, aménager et entretenir des sites touristiques	Dresser les actes d'état civil (acte de naissance, copie et extrait de l'acte de naissance, acte de mariage, acte de décès)	Fournir du matériel et des fournitures scolaires aux établissements scolaires
construire, équiper, gérer et entretenir des marchés, des gares routières et des abattoirs	Créer, équiper, gérer et entretenir les centres de santé	Apporter un appui à la gestion et à l'administration des lycées et collèges publics
Planifier et exécuter les investissements communaux	Appuyer les formations sanitaires et sociales qui existent	En partenariat avec la Région, lutter contre l'analphabétisme
Suivre et contrôler la gestion des déchets industriels, ainsi que les ordures ménagères	Faire des contrôles de qualité dans les structures de production, de conditionnement, de stockage et de distribution des denrées entrant dans l'alimentation des populations	Appuyer la création et l'entretien des infrastructures éducatives
Initier des opérations de reboisement Créer des bois communaux	Créer, gérer et entretenir les cimetières publics	Planifier et gérer des journées de formation et de recyclage
Lutter contre les nuisances et les pollutions, notamment la pollution des eaux superficielles et souterraines	Organiser et gérer les secours aux nécessiteux	Planifier l'insertion et la réinsertion professionnelles des jeunes
Veiller à l'hygiène et à la salubrité des lieux publics		Appuyer la création, l'entretien et la gestion des centres de formation
Planifier et suivre les activités de protection de l'environnement		Promouvoir et animer les activités sportives et jeunes
Améliorer l'accès à l'eau potable		Donner un appui aux associations sportives par leur recensement et leur équipement en matériel adéquat

Créer, entretenir les espaces verts, les jardins publics et les parcs		Créer et gérer les stades municipaux, les piscines, les parcours sportifs, les aires de jeux et les arènes.
Organiser et gérer des expositions à caractère commercial		Organiser ou apporter un appui à l'organisation de compétitions sportives
Promouvoir et appuyer les micro-projets générateurs de revenus et créateurs d'emplois		Organiser des journées et des manifestations culturelles, traditionnelles, littéraires et artistiques avec concours
Créer des zones industrielles		Créer et gérer des orchestres, des ballets, des chorales lyriques et des troupes théâtrales en langues nationales
Organiser et gérer les transports publics		Créer et gérer des bibliothèques municipales et des centres socio-culturels
Gérer, en partenariat avec l'État et la Région, les contrats et les plans de la commune en vue de réaliser les objectifs de développement		Appuyer les associations culturelles
Planifier et contrôler l'occupation des terres en délivrant les permis de bâtir, de lotir, de démolir et d'implanter		En partenariat avec la Région, promouvoir les langues nationales

2.3. Analyse de l'offre dans les quatre secteurs cibles

Il s'agit des services rendus par l'offre publique dans les secteurs de l'approvisionnement en eau potable, de la santé, de l'éducation et des services communaux

3.3.1 Secteur de l'approvisionnement en eau

Tableau 2.3 : Etat des lieux des points d'eau dans la commune

Type de point d'eau potable	Nombre de points d'eau de ce type		Nombre de points d'eau de ce type fonctionnels		Nombre de points d'eau disposant d'un mécanisme d'entretien et de gestion		Nombre de points d'eau disposant d'un mécanisme d'entretien et de gestion fonctionnel	
	Données communales	Données DD/MiFI	Données communales	Données DD/MiFI	Données communales	Données DD/MiFI	Données communales	Données DD/MiFI
Puits avec pompe à motricité humaine	25	8	04	/	25	8	25	/
Puits avec pompe électrique	0	1	0	1	0	1	0	1
Forages avec pompe à motricité humaine	28	26	19	/	28	26	28	/
Forage avec pompe électrique	0	5	0	/	0	5	0	/
Borne-fontaine	47	28	16	/	47	28	47	/
Source	09	8	09	/	09	8	09	/
Réseau d'adduction d'eau communal	04	7	01		04	7	04	

Total	113		49		113		113	
--------------	------------	--	-----------	--	------------	--	------------	--

Source : PCD de la commune d'arrondissement de BAFOUSSAM 1^{er}

Commentaires: En comparant les chiffres avec ceux obtenus auprès de la Délégation départementale du MINEE de la MIFI, les constats suivants se dégagent : (1) la divergence de la majorité des chiffres. La DD/MINEE de la MIFI déclare 08 puits avec pompes à motricité humaine alors que les documents de la Commune, notamment le PCD font état de 25 puits. 28 bornes fontaines alors que le PCD fait de 47 bornes fontaines etc. (2) la situation de la fonctionnalité des points d'eau n'est pas maîtrisée la DD/MINEE de la MIFI.

3.3.2 Secteur santé

Tableau 2.4 : Etat des lieux des formations sanitaires couvrant la commune

Type de formation sanitaire	Nombre de formation sanitaire de ce type	Nombre de formation sanitaire fonctionnelles de ce type	Nombre de formations sanitaires de ce type disposant d'un COSA ou d'un COGES fonctionnels	Accompagnement de la commune dans l'entretien et la gestion de la formation sanitaire de ce type	Nature de l'accompagnement				
					Appui technique	Appui financier	Renforcement des capacités	Appui logistique	Autre
Centre de santé / Centre de santé intégrée	5	5	5	OUI		X			
Centre Médical d'Arrondissement	0	0	0	/					
Hôpital de district	1	1	1	NON					
Hôpital régional	0	0	0	/					
Hôpital de référence	1	1	1	NON					
Formation sanitaire privée	43	43	4	NON					
Autres : formation sanitaire privées confessionnelles	1	1	1	NON					
Total	51	51	12						

Source : Enquête CCAP2, commune 2022

3.3.3 Secteur de l'éducation

Tableau 2 5: Etat des lieux des services de l'éducation

Cycle	Ordre d'enseignement	Nombre d'écoles prévu dans la commune par la carte scolaire	Nombre d'écoles dans l'ordre d'enseignement	Nombre d'écoles non opérationnelles	Nombre d'écoles disposant de salles de classe en matériaux définitif	Nombre d'écoles disposant d'une APEE fonctionnelle
Maternel	Public	55	40	0	26	40
	Privé laïc	34	34	0	34	0
	Privé confessionnel	11	11	0	11	0
	Ecole de parents	0	0	0	0	0
Primaire	Public	63	52	0	21	52
	Privé laïc	34	34	0	34	0
	Privé confessionnel	13	13	0	13	0
	Ecole de parents	0	0	0	0	0

Secondaire 1 ^{er} cycle	Public	01	01	0	0	1
	Privé laïc	0	0	0	0	0
	Privé confessionnel	01	01	0	1	0
	Ecole de parents	0	0	0	0	0
Secondaire 2 ^{ème} cycle	Public	06	06	0	4	6
	Privé laïc	12	12	0	12	0
	Privé confessionnel	02	02	0	02	0
	Ecole de parents	0	0	0	0	0
Total		232	206	0	158	99

Source : Enquête CCAP2, commune 2022

3.3.4 Secteur des services communaux

Tableau 2 6 : Inventaire des services communaux

Nature du service	Disponibilité du service	Délai en jours pour l'obtention du service
Etablissement d'actes d'état-civil	oui	30 jours
Délivrance des documents d'urbanisme	oui	/
Aménagement des voiries	oui	/
Gestion des déchets / Assainissement	non	/
Légalisation des documents	oui	1jour
Authentification des documents	oui	1 jour
Hygiène et salubrité	oui	
Aménagement des espaces verts et de loisirs	oui	
Aménagement des aires de jeux	non	
Eclairage public	oui	
Transport public	non	
Assistance et Appuis aux personnes socialement vulnérables	oui	
Autres (à préciser) appuis aux écoles	oui	

Source : Enquête CCAP2, commune 2022

CHAPITRE III :
PRINCIPAUX CONSTATS RELEVÉS DANS LES SECTEURS CIBLES

A l'exploitation des résultats de l'enquête sur les secteurs ciblés, les constats majeurs relevés portent sur les thématiques suivantes. (1) La population enquêtée, (2) l'approvisionnement en eau potable, (3) la santé, (4) l'éducation et (5) les services communaux.

3.1. Description de la population enquêtée.

Les personnes ciblées dans cette enquête sont des chefs des ménages. Toutefois, en cas d'absence de ce dernier, le questionnaire peut être adressé à son (sa) conjoint(e) ou à tout autre répondant vivant dans le ménage et capable de fournir les informations sollicitées. Les tableaux ci-après présentent les données sur la population enquêtée. Ces données concernent la répartition des chefs de ménage selon leur lieu de résidence et leur sexe, ainsi que le lieu de résidence et le sexe des répondants.

Tableau 3. 1: Répartition (%) dans la commune des chefs de ménage selon le milieu de résidence et le sexe.

Groupe d'âges du Chef de ménage	Urbain		Rural		Ensemble	
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme
Moins de 20 ans	/	/	/	/	/	/
[20 - 35[	/	/	/	/	/	/
[35 - 50[	/	/	/	/	/	/
Plus de 50 ans	/	/	/	/	/	/
Total	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

Commentaire : Ces données concernant les chefs de ménages sont des données manquantes car elles n'ont pas été générées par l'application ayant permis le traitement de ces données.

Tableau 3. 2 : Répartition (%) dans la commune des répondants selon le milieu de résidence, le sexe et le groupe d'âge.

Groupe d'âges du répondant	Urbain		Rural		Ensemble	
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme
Moins de 20 ans	9,80	7,50	0,00	7,50	9,70	7,50
[20 - 35[	44,10	51,80	0,00	51,80	43,70	51,80
[35 - 50[	25,50	23,60	0,00	23,60	25,20	23,60
Plus de 50 ans	20,60	17,10	100,00	17,10	21,40	17,10
Total	100,0	100,0	100,00	100,00	100,00	100,00

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I^{er} 2022

Commentaire L'âge du répondant est un paramètre qui peut donner une idée sur la pertinence des réponses obtenues et sur la fiabilité de l'enquête en générale. Les réponses obtenues d'un répondant de plus de 50 ans peuvent paraître plus pertinentes que celles données par un répondant de moins de 20 ans.

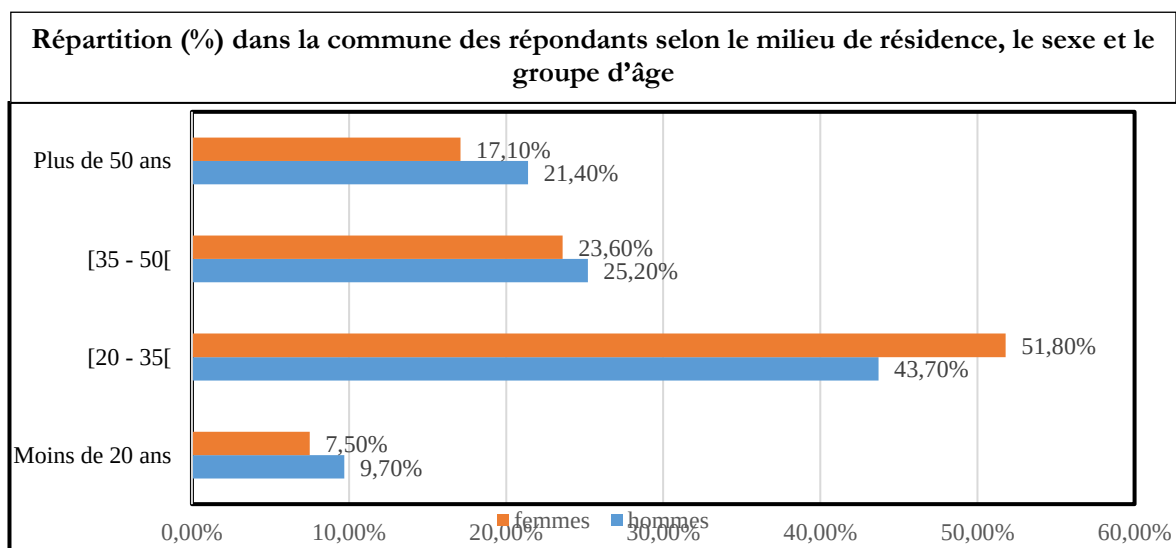


Figure 3. 1: Répartition (%) dans la commune des répondants selon le milieu de résidence, le sexe et le groupe d'âge

Tableau 3. 3: Lien de parenté de l'enquêté avec le chef de ménage

		Lien de parenté de l'enquêté avec le chef de ménage							Total
		Chef de Ménage	Conjoint (e) du Chef de Ménage	Fils/Fille du Chef ou de son/sa conjoint (e)	Père/mère du Chef ou de son/sa conjoint (e)	Autre parent du Chef ou de son/sa conjoint (e)	Sans lien de parenté avec le chef ou son/sa conjoint (e)	Domestique	
Strate de résidence	Urbaine	41,50	20,60	15,30	1,00	2,30	18,90	0,3	100,00
	Rurale	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,0
	Total	41,70*	20,50	15,20	1,00	2,30	18,90	0,30	100,0

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

Commentaire : *En milieu urbain, sur 100 ménages interrogés, un peu plus de 41 enquêtés sont des chefs de ménage (41,5%) ; en milieu rural, les personnes ayant répondu au questionnaire sont tous des chefs de ménages (100%), mais il paraît que ce chiffre n'est pas très représentatif de l'échantillonnage : C'est pour cela que l'application qui a permis le traitement des données a généré un total de 41,70% au lieu de donner une moyenne arithmétique qui devait être 70,75%.

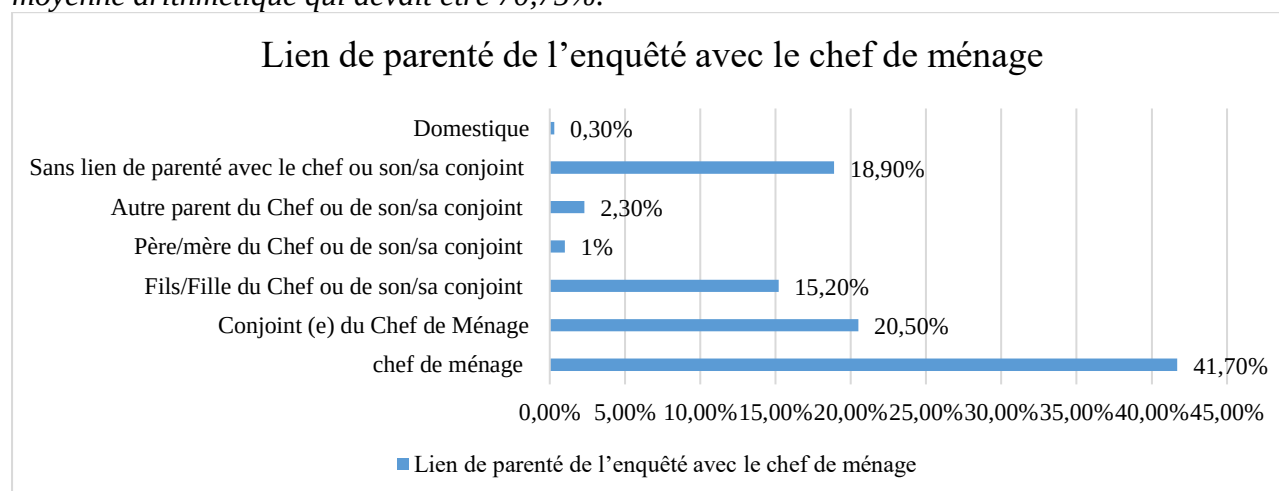


Figure 3. 2 : Lien de parenté de l'enquêté avec le chef de ménage.

3.2. Approvisionnement en eau potable

Dans le document **Stratégie Nationale de Développement 2020- 2030 (SND30)**, la stratégie sectorielle en matière d'eau prévoit la « décentralisation de l'approvisionnement public de l'eau potable ; la création d'un cadre favorable à l'installation des sociétés privées de production et de distribution d'eau potable dans les localités non couvertes dans le réseau public. » Le service public de fourniture d'eau dans la Commune d'arrondissement de BAFOUSSAM 1^{er} est assuré dans sa partie urbaine et même une partie de la zone rurale par CAMWATER qui éprouve des difficultés à satisfaire une clientèle de plus en plus nombreuse. Face à cette situation, d'autres alternatives voient le jour et sont proposées en terme de forages équipés de pompes à motricité humaine, puits équipé de pompe, sources d'eau aménagées etc., dont la situation de référence est présentée dans le tableau ci-après.

3.2.1 Utilisation des points d'eau dans la commune

Le tableau ci-après en présente la situation de référence des points d'eau de la Commune, selon le type de points d'eau et selon le lieu de résidence des citoyens de la Commune d'arrondissement de BAFOUSSAM 1^{er}

Tableau 3. 4: Proportion des types de point d'eau disponibles dans le village / quartier habité selon le milieu de résidence

Milieu de résidence	Type de point d'eau disponible dans le village / quartier									
	<i>Puits avec pompe à motricité humaine</i>	<i>Puits avec pompe électrique</i>	<i>Puits à ciel ouvert</i>	<i>Forage avec pompe à motricité humaine</i>	<i>Borne-fontaine</i>	<i>Source</i>	<i>Marre</i>	<i>Réseau d'adduction d'eau</i>	<i>Adduction en eau potable</i>	<i>Rivière</i>
Urbain	1,70	0,70	47,2	0,00	0,3	2,00	0,00	18,60	59,80	0,70
Rural	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ensemble	1,70	0,70	47,0	0,00	0,3	2,30	0,00	18,50	59,06	0,70

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

REMARQUE : Le Service public de fourniture d'eau dans le Commune de BAFOUSSAM 1^{er} est assuré par CAMWATER dans sa partie urbaine et quelques villages de la zone rurale comme HOUKAHA et NDIENGSO 1 qui font partie des villages de la zone de dénombrement de la présente enquête. Cependant il faut souscrire un abonnement auprès de cette société et payer mensuellement une redevance au prorata de sa consommation pour bénéficier à titre privé de ses services. Il n'y a pas de borne fontaine publique, d'où la situation qui est présentée dans certains tableaux qui vont suivre ci-après.

Tableau 3. 5 : Utilisation d'une source d'eau publique

Milieu de résidence	Proportion (%) de ménages utilisant une source d'eau publique	Principale source d'approvisionnement en eau										Total
		<i>Puits avec pompe à motricité humaine</i>	<i>Puits avec pompe électrique</i>	<i>Puits à ciel ouvert</i>	<i>Forage avec pompe à motricité humaine</i>	<i>Borne-fontaine</i>	<i>Source</i>	<i>Marre</i>	<i>Réseau d'adduction d'eau</i>	<i>Adduction en eau potable</i>	<i>Rivière</i>	
Urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rural	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ensemble	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

3.2.2 Accessibilité des points d'eau dans la commune

Tableau 3. 6: Disponibilité au cours de l'année et utilisation de la principale source d'approvisionnement en eau tout au long de la journée

Milieu de résidence	Proportion (%) de ménages ayant déclaré que le point d'eau utilisé est disponible toute l'année	Proportion (%) de ménages ayant accès au point d'eau utilisé tout au long de la journée	Principale source d'approvisionnement en eau accessible tout au long de la journée										
			Puits avec pompe à motricité humaine	Puits avec pompe électrique	Puits à ciel ouvert	Forage avec pompe à motricité humaine	Borne-fontaine	Source	Marre	Réseau d'adduction d'eau	Adduction en eau potable	Rivière	Total
Urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rural	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ensemble	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

Tableau 3. 7: Correspondance entre disponibilité de la principale source d'approvisionnement en eau et besoin en eau des ménages

Milieu de résidence	Proportion (%) de ménages dont la fréquence de disponibilité de la principale source d'approvisionnement en eau correspond à leur besoin en eau	Fréquence de disponibilité de la principale source d'approvisionnement en eau			
		Une fois	Deux fois	Trois fois	Total
Urbain	/	/	/	/	/
Rural	/	/	/	/	/
Ensemble	/	/	/	/	/

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

3.2.3 Entretien et maintenance de points d'eau dans la commune

Tableau 3. 8: Panne au cours des six derniers mois et délai de réparation du principal type de point d'eau utilisé

Milieu de résidence	Proportion (%) de ménages dont le principal type de point d'eau a été panne au cours des 6 derniers mois	Répartition des ménages selon le temps mis pour la réparation de la panne d'un point d'eau					
		Moins d'une semaine	Entre une semaine et un mois	Entre un mois exclu et trois mois	Plus de trois mois	Pas encore	Total
Urbain	/	/	/	/	/	/	/
Rural	/	/	/	/	/	/	/
Ensemble	/	/	/	/	/	/	/

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

Tableau 3. 9: Type d'acteurs de remise en service du principal type de point d'eau

Milieu de résidence	Acteur de remise en service du principal type de point d'eau						
	Commune	Etat	Elite	Comité de gestion	Chef de village / quartier	CAMWATER /SNEC/CDE	Total
Urbain	/	/	/	/	/	/	/
Rural	/	/	/	/	/	/	/
Ensemble	/	/	/	/	/	/	/

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

Tableau 3. 10: Intervenant dans la gestion, l'entretien et la maintenance de ce point d'eau

Milieu de résidence	Intervenant dans la gestion, l'entretien et la maintenance du principal type de point d'eau				
	COGES	Commune	CAMWATER	Communauté	Total
Urbain	/	/	/	/	/
Rural	/	/	/	/	/
Ensemble	/	/	/	/	/

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

Tableau 3. 11: Contribution financière du ménage au fonctionnement du COGES

Milieu de résidence	Proportion (%) de ménages qui contribue financièrement au fonctionnement du COGES	Montant moyen de la contribution financière des ménages au fonctionnement du COGES	Proportion (%) de ménages qui trouvent élevé le montant de la contribution financière au fonctionnement du COGES	Répartition des ménages selon la fréquence de la contribution financière au fonctionnement du COGES						
				Jour	Semaine	Mois	Trimestre	Semestre	Année	Total
Urbain	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Rural	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Ensemble	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

3.2.4 Caractérisation des points d'eau dans la commune

Tableau 3. 12: Accessibilité à la principale source d'approvisionnement et appréciation du service rendu par cette source

Milieu de résidence	Distance moyenne du ménage par rapport à la principale source publique d'approvisionnement en eau	Temps moyen (en minutes) mis pour arriver au point d'eau	Temps moyen (en minutes) d'attente au point d'eau	Nombre moyen de personnes qu'un ménage à l'habitude de trouver à ce point d'eau	Répartition des ménages selon l'appréciation du service rendu par la principale source publique d'approvisionnement en eau				
					Très bon	Bon	Passable	Mauvais	Très mauvais
Urbain	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Rural	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Ensemble	/	/	/	/	/	/	/	/	/

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

Tableau 3. 13: Proportion (%) des ménages dans la commune selon les caractéristiques de la principale source d'approvisionnement en eau et le milieu de résidence

Milieu de résidence	Proportion (%) des ménages ayant déclarés que l'eau de la principale source d'approvisionnement en eau :		
	a une d'odeur	a un goût	a une couleur
Urbain	/	/	/
Rural	/	/	/
Total	/	/	/

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

3.2.5 Satisfaction des besoins exprimés en matière d'approvisionnement en eau dans la commune

Tableau 3. 14: Besoin exprimé en matière d'approvisionnement en eau et satisfaction de ce besoin

Milieu de résidence	Proportion (%) des ménages ayant exprimé un besoin en matière d'approvisionnement en eau potable au cours des 6 derniers mois	Parmi les ménages ayant exprimé un besoin, proportion (%) dont le besoin a été exprimé :								Proportion (%) des ménages dont le besoin exprimé en eau a été satisfait
		Au Maire	A l'Etat	A une élite	Au Comité de gestion du point d'eau	Au Chef de village/ quartier	A l'Autorités administrati ves	A Camwater/S NEC	A Autre	
Urbain	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Rural	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Ensemble	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

Tableau 3. 15: Répartition dans la commune des ménages satisfaits du besoin exprimé en eau potable selon l'intervalle du temps mis de satisfaction

Milieu de résidence	Temps moyen mis (en mois) entre la réponse favorable et la satisfaction du besoin exprimé par un ménage	Répartition des ménages selon le temps mis pour satisfaire le besoin exprimé en approvisionnement en eau			
		Moins d'un mois	Entre un mois et trois mois	Plus de trois mois	Total
Urbain	/	/	/	/	/
Rural	/	/	/	/	/
Ensemble	/	/	/	/	/

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

3.2.6 Raisons de non satisfaction des ménages par rapport au service public de l'approvisionnement en eau potable

A l'issue du travail d'enquête sur le Contrôle Citoyen de l'Action Publique, il se dégage que sur 100 ménages interrogés, plus de 95 déclarent être non satisfaits du service public de l'approvisionnement en eau potable. Parmi les raisons de la non satisfactions des ménages, ce qui revient dans la majorité des cas est la rupture très fréquente dans la fourniture d'eau dans le réseau domestique. Le tableau ci-après présente les raisons évoquées de la non satisfaction des ménages.

Tableau 3. 16: Non satisfaction de l'approvisionnement en eau potable

Milieu de résidence	Proportion (%) des ménages non satisfaits de l'approvisionnement en eau potable	Parmi les ménages non satisfaits, proportion (%) dont la raison de non satisfaction est :						
		Eloignement du point d'eau	Mauvaise qualité de l'eau	Insuffisance des points d'approvisionnement en eau	Mauvaise gestion du point d'eau	Défaut/Lenteur de maintenance en cas de panne	Coût élevé de l'approvisionnement en eau	Autre
Urbain	95,30	4,90	18,500	15,00	0,30	3,80	18,10	67,90
Rural	100,00	00,0	100,0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ensemble	95,40	4,90	18,80	14,90	0,30	3,800	18,10	67,70

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

Tableau 3. 17 : Actions des ménages dans la commune en vue de l'amélioration du service rendu dans l'approvisionnement en eau potable
Proportion (%) des ménages selon le type d'action et le milieu de résidence

Milieu de résidence	Proportion (%) des ménages pouvant s'engager dans l'amélioration du service rendu par l'approvisionnement en eau potable à travers :										
	Points d'eau supplémentaires			Amélioration de la gestion des points d'eau					Amélioration de la qualité de l'eau		Autres
	Contribution pour la construction d'un point d'eau supplémentaire	Donation du site de construction d'un point d'eau	Plaidoyer auprès des donateurs	Redynamisation/mise en place du COGES	Contribution financière à un mécanisme communautaire de gestion et maintenance du point d'eau	Encouragement à l'intégration des femmes dans le COGES	Suivi de la production des compte-rendu sur la gestion du point d'eau par le COGES	Facilitation du déplacement de l'artisan réparateur chargé de la maintenance du point d'eau	Participation aux campagnes périodiques de potabilisation de l'eau dans la localité	Participation aux campagnes de sensibilisation sur la dénonciation des actes d'insalubrité qui impactent la qualité de l'eau	
Urbain	8,30	3,00	14,60	0,30	8,00	0,00	0,00	0,30	9,000	0,00	79,10
Rural	0,00	0,00	100,0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ensemble	8,30	3,00	14,900	0,300	7,90	0,00	0,00	0,30	8,90	0,00	78,80

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

3.2.7 Actions envisagées en vue de l'amélioration du service rendu en eau potable

Tableau 3. 18 : Actions des ménages dans la commune en vue de l'amélioration du service rendu dans l'approvisionnement en eau potable
Proportion (%) des ménages selon le type d'action et le milieu de résidence

		Proportion (%) des ménages pouvant s'engager dans l'amélioration du service rendu par l'approvisionnement en eau potable à travers :										
		Points d'eau supplémentaires			Amélioration de la gestion des points d'eau					Amélioration de la qualité de l'eau		Autre(s) attente(s) à préciser
		Contribution pour la construction d'un point d'eau supplémentaire	Donation du site de construction d'un point d'eau	Plaidoyer auprès des donateurs (ONG, Association, élites, Entreprises etc..)	Redynamisation/mise en place du COGES	Quelles sont les actions dans lesquelles votre ménage est prêt à s'engager en vue de l'amélioration de l... :: Contribution financière à un mécanisme communautaire de gestion et maintenance du point d'eau	Encouragement à l'intégration des femmes dans le COGES	Suivi de la production des compte-rendus sur la gestion du point d'eau par le COGES	Facilitation du déplacement de l'artisan réparateur chargé de la maintenance du point d'eau	Participation aux campagnes périodiques de potabilisation de l'eau dans la localité	Participation aux campagnes de sensibilisation sur la dénonciation des actes d'insalubrité impactant la qualité de l...	
Milieu de résidence												
Strate de résidence	Urbaine	8,30	3,00	14,60	0,300	8,00	0,0	0,0	0,30	9,00	0,0	79,10
	Rurale	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	0,0	0,0	0,00	0,00	0,0	0,00
	Total	8,30	3,00	14,90	0,300	7,90	0,0	0,0	0,30	8,90	0,0	78,80

Source : Enquête CCAP2, BAFOUSSAM 1er 2022

3.3. Services de santé

La stratégie sectorielle en matière de santé dans la SND30 vise principalement le renforcement du système de santé, à travers la promotion du développement d'une industrie pharmaceutique locale ; l'accroissement de la performance hospitalière et la démarche qualité dans les formations sanitaires ; renforcement de l'accessibilité géographique aux soins de santé ; mise à disposition de personnels de santé qualifiés et motivés ; et l'amélioration de la gouvernance sanitaire. Ainsi la mise en œuvre du contrôle citoyen de l'action publique dans le secteur de santé vise à consolider l'implication des populations locales dans l'amélioration de la qualité des services offerts dans les Formations Sanitaires présentes dans la Commune. Il s'appuie sur une évaluation de la perception des populations locales sur la qualité des services rendus par les biens et services publics offerts dans le secteur de la santé.

3.3.1 Typologie de formation sanitaire le plus fréquemment utilisé par les ménages pour la prise en charge et le milieu de résidence

L'analyse des données du tableau 3.19 ci-après montre clairement qu'en milieu urbain, les ménages préfèrent plus les formations sanitaires privées laïques alors qu'en milieu rural c'est les formations sanitaires privées confessionnelles qui sont les plus fréquentées. Cela est d'ailleurs compréhensible, car l'aspect économique n'est pas à négliger dans la création des centres de santé privés en milieu urbain où la clientèle est nombreuse.

Tableau 3. 19: Répartition (%) dans la commune des ménages selon le type de formation sanitaire le plus fréquemment utilisé pour la prise en charge et le milieu de résidence

Milieu de résidence	Répartition (%) dans la commune des ménages selon le type de formation sanitaire le plus fréquemment utilisé pour la prise en charge			
	Public	Privé laïc	Privé confessionnel	Total
Urbain	44,20	50,50	5,30	100,00
Rural	0,00	0,00	100,00	100,00
Ensemble	44,00	50,30	5,60	100,00

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

3.3.2 Raison de choix du type de formation sanitaire privé pour la prise en charge et le milieu de résidence

Le tableau 3.20 ci-après justifie pourquoi les ménages préfèrent plus les formations sanitaires privées. En effet, en plus de la qualité des soins que l'on peut retrouver dans les formations sanitaires publiques, les formations sanitaires privées mettent l'accent sur l'accueil et la disponibilité du personnel qui sont des facteurs déterminants dans le choix du type de formation sanitaire.

Tableau 3. 20: Proportion (%) des ménages dans la commune selon la raison de choix du type de formation sanitaire privé

Milieu de résidence	Parmi les ménages, proportion (%) dont la raison de choix du type de formation sanitaire :						
	Distance	Coût	Accueil	Qualité des soins	Disponibilité du personnel	Disponibilité de médicaments	Autres
Urbain	6,00	0,00	94,00	98,20	97,00	3,60	3,60
Rural	0,00	100,0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ensemble	5,90	0,60	93,50	97,60	96,40	3,60	3,60

Source.: Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

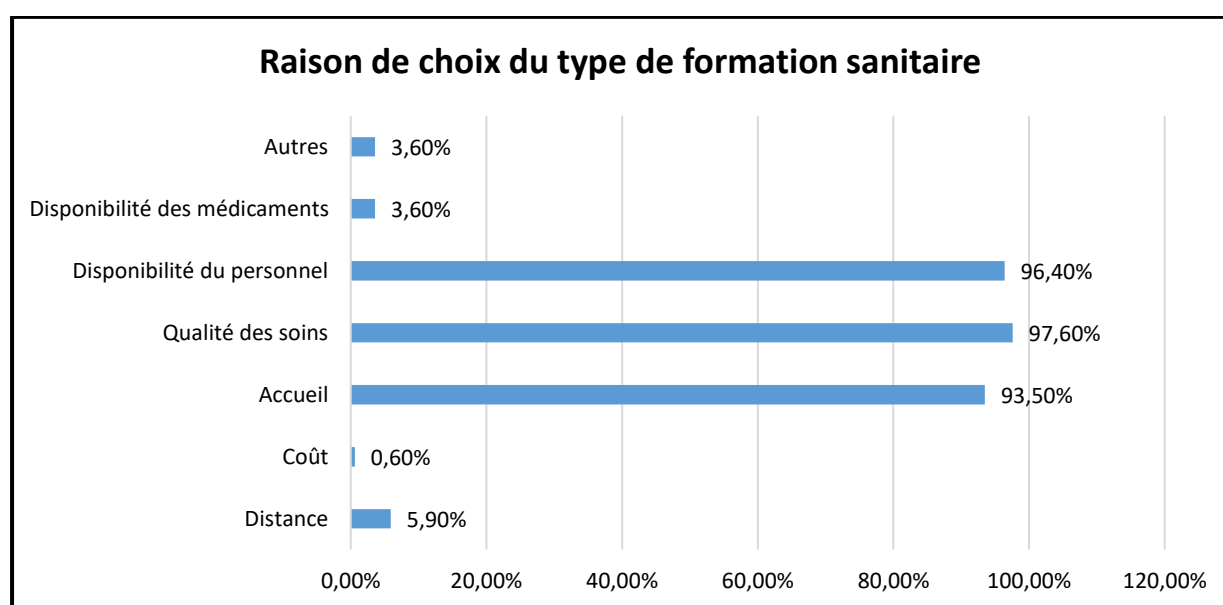


Figure 3. 3: Raison de choix du type de formation sanitaire

3.3.3 Principale formation sanitaire publique fréquentée par les ménages pour l'obtention des soins.

Dans la Commune d'arrondissement de BAFOUSSAM 1er, la principale formation sanitaire publique fréquentée par les ménages pour l'obtention des soins est l'Hôpital de district de FAMLA qui est au cœur de l'espace urbain de BAFOUSSAM 1^{er}. Par ailleurs l'accessibilité de cet Hôpital qui est assurée par les voies bitumées en très bon état peut également justifier cette préférence.

Tableau 3. 21 : Répartition (%) dans la commune des ménages selon la principale formation sanitaire publique fréquentée pour l'obtention des soins

Milieu de résidence	Type de formation sanitaire existant dans le village / quartier					Total
	Centre de santé intégré	Centre médical d'arrondissement	Hôpital de district	Hôpital régional	Hôpital de référence	
Urbain	33,70	2,20	51,10	12,90		100,00

Rural	/	/	/	/	/	/
Total	33,70	2,20	51,10	12,90		100,00

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

Tableau 3. 22 : Accessibilité de la principale formation sanitaire publique fréquentée pour l'obtention des soins

Milieu de résidence	Proximité du ménage à la principale formation sanitaire publique fréquentée pour l'obtention des soins			Distance moyenne d'un ménage à la principale formation sanitaire publique fréquentée pour l'obtention des soins	Temps (en minutes) moyen mis pour atteindre la principale formation sanitaire publique fréquentée pour l'obtention des soins
	Oui	Non	Total		
Urbain	51,10	48,90	100,00	1933,40	87,40
Rural	/	/	/	/	/
Ensemble	51,10	48,90	100,00	1933,40	87,40

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

3.3.4 Caractéristiques du petit matériel disponible dans la principale formation sanitaire publique fréquentée pour l'obtention des soins

Les seringues, les gants qui sont des matériels à usage unique et sont généralement exigés pour administrer des soins dans les formations sanitaires. La Bétadine, le thermomètre font généralement partie de la pharmacie familiale. C'est probablement pour cette raison que le pourcentage de disponibilité de ce petit matériel est faible dans ces formations sanitaires.

Tableau 3. 23 : Proportion (%) des ménages dans la commune selon les caractéristiques du petit matériel disponible dans la principale formation sanitaire publique fréquentée pour l'obtention des soins

Milieu de résidence	Caractéristiques du petit matériel disponible dans la principale formation sanitaire publique fréquentée pour l'obtention des soins									
	Ciseaux	Seringues	Alcool	Coton	Bétadine	Thermomètre	Tensiomètre	Balance	Gants	Autres
Urbain	100,00	19,70	100,00	100,00	20,20	19,70	98,30	100,00	19,70	2,20
Rural	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Ensemble	100,00	19,70	100,00	100,00	20,20	19,70	98,30	100,00	19,70	2,20

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

3.3.5 Jugement des ménages sur l'accueil du personnel soignant

Le tableau 3.24 montre que 54,50% des ménages jugent passable l'accueil qui leur est réservé dans les principales formations sanitaires publiques. Cela sous-entend qu'il y a mieux à faire et que la qualité de l'accueil des patients doit être revue.

Tableau 3. 24 : Paiement des soins de santé et jugement des ménages sur l'accueil du personnel soignant

Milieu de résidence	Montant (en FCFA) moyen payé pour une consultation ordinaire dans la principale formation	Proportion (%) des ménages qui trouvent élevé le montant moyen payé pour une consultation ordinaire dans la	Proportion (%) des ménages ayant déclaré que d'autres frais non autorisés sont exigés pour leur servir dans la	Répartition (%) des ménages selon le jugement sur l'accueil du personnel soignant dans la principale formation sanitaire publique fréquentée pour l'obtention des soins			
				Bon	Passable	Mauvais	Total

	sanitaire publique fréquentée pour l'obtention des soins	principale formation sanitaire publique fréquentée pour l'obtention des soins	principale formation sanitaire publique fréquentée pour l'obtention des soins				
Urbain	890,40	40,40	2,80	44,90	54,50	0,60	100,00
Rural	/	/	/	/	/	/	/
Ensemble	890,40	40,40	2,80	44,90	54,50	0,60	100,00

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

Tableau 3. 25 : Disponibilité des médicaments et résolution des problèmes de santé dans la principale formation sanitaire fréquentée pour les soins

Milieu de résidence	Proportion (%) des ménages ayant déclaré que les médicaments pour les maladies fréquentes dans la localité étaient toujours disponibles	Proportion (%) des ménages pour qui la plupart des problèmes de santé du village sont résolus dans la principale formation sanitaire fréquentée pour les soins
Urbain	19,70	80,30
Rural	/	/
Ensemble	19,70	80,30

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

3.3.6 Raisons de la non satisfaction des services rendus dans la principale formation sanitaire fréquentée pour les soins

Le pourcentage des ménages non satisfaits des services de santé offerts dans la principale formation sanitaire fréquentée pour les soins est assez faible : 2,80% seulement des ménages sont non satisfaits et parmi les raisons de la non satisfaction, 80% des ménages estime que le Coût de l'accès aux soins de santé est élevé. Cette raison justifierait la prolifération des médicaments de la rue qui ne respectent pas les exigences de qualité et d'efficacité des produits pharmaceutiques. C'est ce que démontre le tableau 3.26 ci-après.

Tableau 3. 26 : Non satisfaction des services rendus dans la principale formation sanitaire fréquentée pour les soins

Milieu de résidence	Proportion (%) des ménages non satisfaits des services de santé offerts dans la principale formation sanitaire fréquentée pour les soins	Parmi les ménages non satisfaits, proportion (%) dont la raison de non satisfaction est :									
		Eloignement des formations sanitaires	Mauvaise qualité des services offerts	Absentéisme du personnel	Mauvaise qualification du personnel de la formation sanitaire	Monnayage des soins	Insuffisance de médicaments	Mauvaise qualité équipements	Insuffisance des équipements	Coût élevé de l'accès aux soins de santé	Autres
Urbain	2,80	20,00	40,00	0,00	0,00	0,00	60,0	0,00	0,00	80,0	20,00
Rural	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Ensemble	2,80	20,0	40,00	0,00	0,00	0,00	60,00	0,00	0,00	80,00	20,00

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

3.3.7 Actions des ménages dans la commune en vue de l'amélioration du service rendu dans le secteur de la santé

La redynamisation du COSA/COGE et l'approvisionnement en médicaments et dotation en équipements sont les deux actions principales pour lesquelles les ménages peuvent intervenir en vue de l'amélioration du service rendu dans le secteur de la santé ces deux thématiques ont plus ou moins des liens avec la gouvernance d'où l'importance de la mise en œuvre du contrôle citoyen de l'action publique dans le secteur de santé

Tableau 3. 27 : Actions des ménages dans la commune en vue de l'amélioration du service rendu dans le secteur de la santé ; Proportion (%) des ménages selon le type d'action et le milieu de résidence

Milieu de résidence	Proportion (%) des ménages pouvant s'engager dans l'amélioration du service rendu dans le secteur de la santé à travers :													
	Formations sanitaires supplémentaires		Extension/réhabilitation/Equipements des formations sanitaires		Amélioration de la gestion des FOSA						Réduction du coût d'accès aux soins de santé			Autres
	Plaidoyer pour le respect des normes sectorielles	Plaidoyer auprès des ONG/Structures privées pour la construction des formations sanitaires	Plaidoyer auprès de la commune et de l'Etat pour l'extension et l'équipement des formations sanitaires	Plaidoyer auprès de la commune et de l'Etat pour la réhabilitation et l'équipement des formations sanitaires	Redynamisation du COSA/COGE	Approvisionnement en médicaments et dotation en équipements	Accueil et prise en charge des patients	Maintenance et entretien de l'infrastructure hospitalière	Plaidoyer pour l'affectation du personnel	Contrôle et vérification de la présence effective du personnel médical	Subvention de la COSA/COGE	Le Développement de partenariats publics-privés	La négociation des jumelages et	
Urbain	0,00	6,20	14,00	12,40	81,50	81,50	2,80	1,70	2,20	0,60	0,60	0,00	1,70	0,00
Rural	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Ensemble	0,00	6,20	14,00	12,40	81,50	81,50	2,80	1,70	2,20	0,60	0,60	0,00	1,70	0,00

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

3.4. Services de l'éducation

La stratégie sectorielle du ministère de l'éducation de base, vise le renforcement du système éducatif par : (i) une meilleure gestion du personnel du système éducatif ; (ii) une meilleure répartition des infrastructures éducatives sur le territoire national ; (iii) un transfert complet des ressources de la décentralisation ; (iv) une promotion des investissements privés dans le secteur de l'éducation et de la formation. Le tableau 3.31 fait ressortir l'importance du secteur privé, notamment dans l'éducation de base, au cycle maternel et primaire et dans la formation professionnelle. Par contre dans le secondaire, les tendances sont inversées. En effet les écoles primaires et maternelles sont plus nombreuses et leur proximité est préférée par les ménages pour les enfants à bas âge.

3.3.1 Fréquentation scolaire dans la commune

Dans la Commune d'arrondissement de BAFOUSSAM Ier, sur 100 enfants, plus de 87 sont dans les établissements privés en ce qui concerne la formation professionnelle, plus de 54 sont dans les établissements privés en ce qui concerne le cycle primaire de l'éducation et plus de 67 enfants sont dans les écoles maternelles privées. L'enseignement public ne devance l'enseignement privé que dans les deux cycles du secondaire.

Tableau 3. 28 : Pourcentage des enfants dans les ménages selon le cycle d'enseignement, l'ordre d'enseignement et le milieu de résidence

Milieu de résidence	Cycle d'enseignement									
	Maternel		Primaire		Secondaire 1 ^{er} cycle		Secondaire 2 ^{ème} cycle		Formation professionnelle	
	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé
Urbain	32,14	67,86	45,67	54,33	50,94	49,06	66,66	33,33	12,50	87,50
Rural	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Ensemble	32,14	67,86	45,67	54,33	50,94	49,06	66,66	33,33	12,50	87,50

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

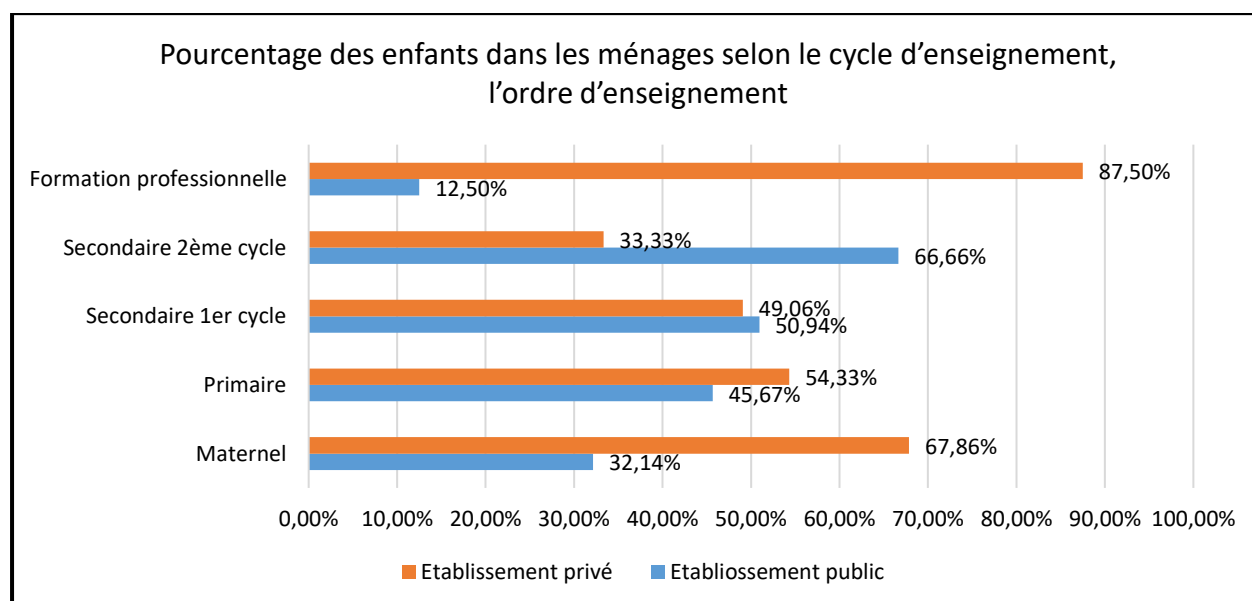


Figure 3. 4: Pourcentage des enfants dans les ménages selon le cycle d'enseignement, l'ordre d'enseignement

Tableau 3. 29 : Raisons de la préférence du privé au public pour la fréquentation d'un établissement scolaire

Milieu de résidence	Raisons de préférence du privé au public		
	Eloignement	Coût	Qualité de l'éducation
Urbain	11,11	0,00	100
Rural	/	/	/
Ensemble	11,11	0,00	100

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

3.3.2 Accessibilité de l'école publique dans la commune

La disponibilité et la proximité d'établissements publics dans un cycle d'enseignement sont deux paramètres liés. En effet, plus un cycle d'enseignement est disponible, plus les ménages ont la possibilité du choix par rapport à la proximité de leur lieu de résidence. Les données du tableau 3.30 sont illustratifs des déclarations des ménages. En effet, sur 100 ménages, 44 déclarent l'existence d'un établissement publics, mais 66 déclarent que l'établissement public existant est proche en ce qui concerne le cycle maternel.

Tableau 3. 30 : Répartition (%) des ménages déclarant l'existence d'un établissement scolaire public dans un cycle d'enseignement disponible dans le village / quartier selon le milieu de résidence et la proximité du ménage à cet établissement scolaire public

Cycle disponible dans le village / quartier du ménage	Milieu de résidence			Proximité du ménage à l'établissement scolaire public disponible dans le village / quartier		
	Urbain	Rural	Total	Oui	Non	Total
Maternel	44,19	0,00	44,04	66,19	33,80	100,00
Primaire	42,50	0,00	42,40	65,50	34,50	100,00
Secondaire 1 ^{er} cycle	15,00	0,00	14,90	14,60	85,40	100,00
Secondaire 2 nd cycle	10,60	0,00	10,60	9,60	90,40	100,00
Formation professionnelle	28,07	0,00	27,98	45,00	55,00	100,00

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

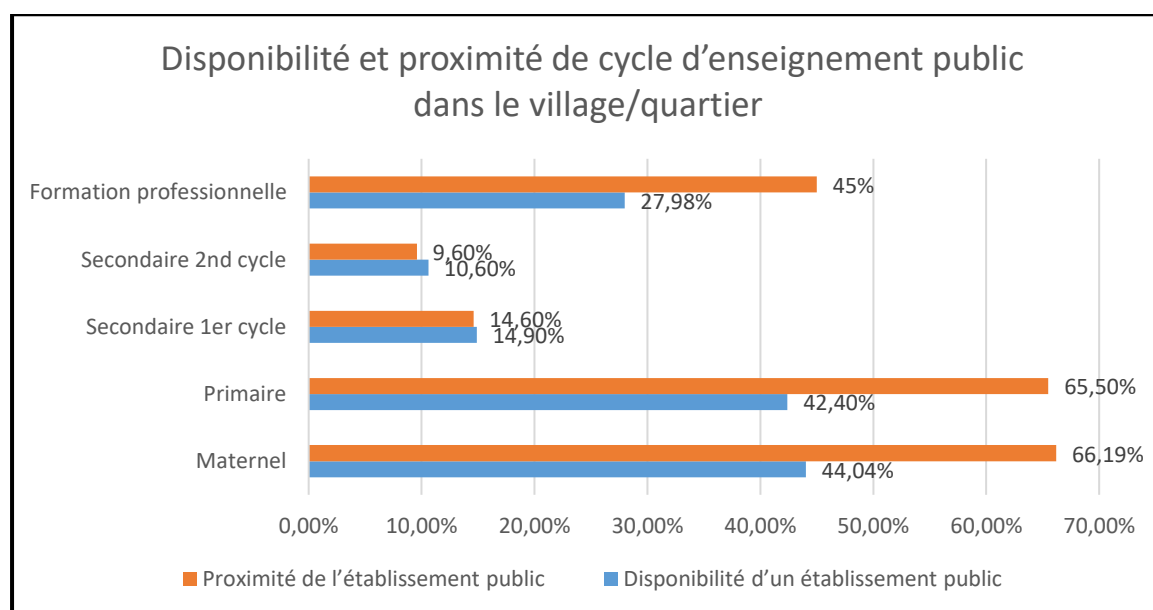


Figure 3. 5: Disponibilité et proximité de cycle d'enseignement public dans le village/quartier

Tableau 3. 31 : Distance moyenne parcourue et temps moyen mis à pieds pour se rendre à l'établissement scolaire fréquenté selon le cycle d'enseignement et le milieu de résidence

Cycle disponible	Milieu de résidence				Ensemble	
	Urbain		Rural		Distance moyenne parcourue	Temps moyen mis
	Distance moyenne parcourue	Temps moyen mis	Distance moyenne parcourue	Temps moyen mis		
Maternel	19,76	0,57	0,00	0,00	19,700	0,560
Primaire	130,10	2,20	0,00	0,00	129,60	2,10
Secondaire 1 ^{er} cycle	300,00	4,80	0,00	0,00	299,00	4,80
Secondaire 2 nd cycle	19,90	0,10	0,00	0,00	19,90	0,10
Formation professionnelle	117,44	1,92	0,00	0,00	117,057	1,91

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

3.3.3 Caractéristiques de l'environnement scolaire

Tableau 3. 32 : Proportion (%) des ménages selon les caractéristiques déclarées de l'établissement fréquenté par cycle d'enseignement

Cycle d'enseignement	Caractéristiques déclarées de l'établissement fréquenté				
	a un cycle complet	a un atelier complet	a une salle par niveau de classe	Disponibilité de banc pour faire asseoir tous les élèves	Distribution de livres scolaires
Maternel	2,99	2,99	2,65	1,32	2,99
Primaire	16,60	16,60	16,30	2,00	16,60
Secondaire 1 ^{er} cycle	19,90	19,90	19,60	0,00	19,90
Secondaire 2 ^{ème} cycle	0,00	0,00	0,00		0,00
Formation professionnelle	9,88	9,88	9,63	0,83	9,88

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

Tableau 3. 33 : Nombre moyen d'élèves par salle de classe dans un établissement et appréciation de la fréquence de présence de l'enseignant dans la classe selon le cycle.

Cycle disponible	Nombre moyen d'élèves par salle de classe dans un établissement	Répartition (%) des ménages selon l'appréciation de la fréquence de la présence de l'enseignant dans la classe		
		Régulier	Moyennement régulier	Total
Maternel	41,88	100	0,00	100
Primaire	48,4	38,0	62,0	100,0
Secondaire	69,5	23,3	76,7	100,0
Formation professionnelle	15,0	100,0	0,00	100,0
Total	58,19	35,83	64,16	100

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

Tableau 3. 34 : Proportion (%) dans la commune des ménages ne participant pas aux réunions de l'APEE selon le milieu de résidence

Cycle disponible	Proportion (%) de ménages ne participant pas aux réunions de l'APEE
Maternel	0,30%
Primaire	0,70%
Secondaire	3,00%
Formation professionnelle	0,00%
Total	1,0%

Source: Enquête CCAP2, commune 2022

Tableau 3. 35: Proportion (%) des ménages dans la commune selon la raison de non-participation aux réunions de l'APEE

Cycle disponible		Parmi les ménages qui ne participent pas à l'APEE, proportion (%) de ménages selon la raison de non-participation aux réunions de l'APEE				
		Non-respect des horaires	Durée	Réunion d'information et non d'échanges	Non reddition des comptes	Autres (montant frais APEE excessif et sans vrai motif)
cyc le	Maternel	0	100	0	0	0
	Primaire	50,0	,0	50,0	50,0	0,00
	Secondaire	11,1	,0	11,1	0,0	88,90
	Total	16,66	8,33	16,66	8,33	66,66

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

3.3.4 Coût de l'éducation et gestion des ouvrages de l'école

Sur 100 ménages, près de 98 estiment que les frais exigibles sont élevés dans le cycle maternel avec une moyenne 131111 F CFA, et 73 ménages jugent élevés les frais exigibles dans le cycle secondaire avec une moyenne 40808 F CFA. La situation est présentée dans le tableau ci-après.

Tableau 3. 36 : Répartition des ménages selon l'appréciation du montant payé pour des frais exigibles et le milieu de résidence

Cycle d'enseignement	Dépense moyenne (FCFA)				Répartition (%) des ménages payant les frais exigibles par appréciation du montant payé			Proportion (%) de ménages ayant payé autre chose en plus des frais exigibles d'éducation
	Inscription	APEE	Autres frais	Total	Elevé	Raisonné	Faible	
Maternel	10888,88	0	2222,22	13111,1	88,88	11,11	00	0,33
Primaire	5320,00	230,00	410,00	5960	36,00	64,00	00	0,30
Secondaire	39141,70	750,00	916,70	40808,4	73,30	26,70	00	0,70
Formation professionnelle	/	/	/	/	100,00	0,00	00	0,00

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

Tableau 3. 37 : Proportion (%) des ménages déclarant que les ouvrages (points d'eau, salles de classe, latrines, etc.) endommagés de l'école ont été réfectionnés suivant le type d'acteur selon le cycle d'enseignement

Cycle d'enseignement	Proportion (%) des ménages déclarant que les ouvrages endommagés ont été réfectionnés	Acteur déclaré de la réfection des ouvrages endommagés :					
		APEE	Maire	Organisation du village	MINEDUB/ MINESEC /MINEFOP	Elites	Autres
Maternel		2,98	0,33	0,00	0,00	0,00	0,00
Primaire		16,60	8,90	0,00	0,00	0,00	0,00
Secondaire		19,90	11,60	0,00	0,00	0,00	0,00
Formation professionnelle		0,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

3.3.5 Appréciation du service de l'éducation par cycle

Les principales raisons de la non satisfaction des ménages par rapport au service public de l'éducation sont la qualité de l'enseignement dans le cycle primaire (plus de 66 ménages sur 100 sont non satisfaits) et les coûts élevés de la scolarité dans le cycle maternel et le cycle secondaire (100% des ménages sont non satisfaits à cause des coûts élevés de la scolarité).

Tableau 3. 38 : Proportion (%) des ménages non satisfaits des services d'éducation selon le cycle d'enseignement et la raison de non satisfaction

Cycle d'enseignement	Proportion (%) des ménages non satisfaits des services d'éducation	Parmi les ménages non satisfaits, proportion (%) dont la raison de non satisfaction est :											
		Eloignement de l'établissement	Insuffisance de salles de classe	Insuffisance d'équipements	Insuffisance des écoles	Assiduité du Personnel	Ponctualité du personnel	Qualité des enseignements dispensés	Absence de distribution de manuels scolaires	Mauvais résultats	Coûts élevés de la scolarité	Autre	Autre
Maternel	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33,33		0	100	0	
Primaire	4,00	8,30	16,70	16,7	0,00	0,00	0,00	66,70	0,00	33,30	50,00	41,70	
Secondaire	0,70	50,000	50,00	50,0	50,0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,0	0,00	
Formation professionnelle	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

3.3.6 Actions envisagées en vue de l'amélioration du service de l'éducation

Au regard des chiffres du tableau 3.39, les ménages s'engagent difficilement en vue de l'amélioration du service rendu dans le secteur de l'éducation. 19 ménages sur 100 sont prêts à s'engager pour la sensibilisation des enseignants sur la conscience citoyenne /professionnelle dans le cycle secondaire. 15 ménages sur 100 dans le cycle primaire.

Tableau 3. 39 : Actions des ménages au niveau communal en vue de l'amélioration du service rendu dans le secteur de l'éducation ; Proportion (%) des ménages selon le type d'action et le milieu de résidence.

Cycle d'enseignement	Proportion (%) des ménages pouvant s'engager au niveau communal dans l'amélioration du service rendu dans le secteur de l'éducation à travers :						
	Prime d'excellence aux écoles	Sensibilisation des enseignants sur la conscience citoyenne /professionnelle	Suivi rapproché des relations parents/enseignants	Restauration de l'autorité des enseignants	Formation des enseignants	Plaidoyer pour l'affection du personnel	Autres
Maternel	0	2,64	1,65	1,65	0	0,33	0
Primaire	0,00	15,90	1,30	1,00	0,00	2,00	1,70
Secondaire	0,00	19,50	1,30	1,00	0,00	0,30	0,30
Formation professionnelle	0,00	0,30	0,30	0,30	0,00	0,00	0,00

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

Tableau 3. 40 : Actions des ménages au niveau communautaire en vue de l'amélioration du service rendu dans le secteur de l'éducation ; Proportion (%) des ménages selon le type d'action et le milieu de résidence.

Cycle d'enseignement	Proportion (%) des ménages pouvant s'engager au niveau communautaire dans l'amélioration du service rendu dans le secteur de l'éducation à travers :									
	Participation aux activités de l'école	Prime aux bons enseignants	Dénomination des enseignants indécis	Renforcement des relations parents-enseignants	Acquittement des cotisations	Renforcement de la présence des femmes au sein du bureau de l'APEE	Diffusion des comptes-rendus de la gestion de l'APEE	Diffusion des bonnes pratiques	Contrôle de la présence régulière des enseignants	Autres
Maternel	1,32	0,00	1,65	0,99	0,99	0,66	0,00	0,00	0,00	0,00
Primaire	14,60	0,00	2,60	1,00	2,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Secondaire	18,90	0,00	3,60	0,70	1,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Formation professionnelle	0,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

3.5. Fourniture des services communaux

La Commune d'arrondissement de BAFOUSSAM 1^{er} dispose d'un d'Organigramme qui date de

2010 et nécessite suivant les exigences de l'heure une actualisation. Les services et bureaux comme la police municipale, le bureau d'approvisionnement et des moyens généraux, le bureau de l'urbanisme, le bureau de l'assiette fiscale se doivent d'être créés.

3.5.1 Caractérisations de la fourniture des services communaux

Les services rendus au quotidien par la Commune d'Arrondissement de BAFOUSSAM 1er incluent l'établissement d'actes de naissance, les Actes de mariage, les Acte de décès, la Légalisation des documents officiels, la Délivrance des documents d'urbanisme etc.

Tableau 3. 41 : Demande de service, accueil à la commune et temps mis pour l'obtention du service

<i>Service communal</i>	<i>Proportion de ménages ayant demandé le service pendant les 12 derniers mois</i>	<i>Proportion de ménages estimant que l'accueil pour le service a été bon</i>	<i>Temps mis pour obtenir le service communal</i>					
			<i>Au plus un jour</i>	<i>Entre un jour et une semaine</i>	<i>Plus de trois mois</i>	<i>Entre une semaine et un mois</i>	<i>Entre un mois et trois mois</i>	<i>En cours</i>
Acte de naissance	7,90	7,6	4,16	25		50	/	16,70
Acte de mariage	0,70	0,30	0,00	0,00			/	50,00
Acte de décès	0,70	0,70	0,00	100		50	/	0,00
Légalisation des documents officiels	4,00	2,60	0,00	0,00	/	/	/	0,00
Délivrance des documents d'urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	/	/	/	
Aménagement des voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	/	/	/	
Gestion des déchets / Assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	/	/	/	
Hygiène et salubrité	0,30	0,00	100		/	/	/	0,00
Aménagement des espaces verts et de loisir	0,00	0,00	/	/	/	/	/	
Transport public	0,00	0,00	/	/	/	/	/	
Eclairage public	0,00	0,00	/	/	/	/	/	
Aménagement des aires de jeux	0,00	0,00	/	/	/	/	/	
Certificat de domicile	0,00	0,00	/	/	/	/	/	
Validation des plans de localisation	0,00	0,00	/	/	/	/	/	
Authentification des documents	0,00	0,00	/	/	/	/	/	
Informations	0,00	0,00	/	/	/	/	/	
Assistance et appui aux personnes socialement vulnérables	0,70	0,30	/	/	/	/	/	
Autres			50					0,00

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

3.5.2 Contraintes dans la fourniture des services communaux

Dans le quotidien de la fourniture des services communaux, certains ménages estiment ne pas être satisfaits au vu du temps long ou très long pour leur rendre service. Pour l'établissement

d'actes de naissance, 25 ménages sur 100 trouvent long ou très long le temps mis pour rendre le service ; la cause principale étant l'Absence de matériel de travail. De manière générale, pour la légalisation des documents officiels, plus de 66 ménages sur 100 trouvent long ou très long le temps mis pour rendre le service, la cause principale de ce désagrément étant l'indisponibilité et/ou l'absence de personnel.

Tableau 3. 42 : Proportion (%) des ménages selon la cause de lenteur pour rendre le service communal

<i>Service communal</i>	Proportion (%) de ménages qui trouvent long ou très long le temps mis pour rendre le service	Cause du temps long ou très long pour rendre service					
		<i>Personnel indisponible /absent</i>	<i>Absence de matériel de travail</i>	<i>Incompétence du personnel</i>	<i>Mauvaise organisation des services</i>	<i>Refus de Corrompre</i>	<i>Autres</i>
Acte de naissance	25	0,00	50		16,66		33,33
Acte de mariage	50	0,00	0,00	0,00	0,00		100
Acte de décès	0,00	0,00	/		/		0,00
Légalisation des documents officiels	66,66	100,0	0,00	0,00	0,00		/
Délivrance des documents d'urbanisme	/	/	/	/	/	/	/
Aménagement des voiries	/	/	/	/	/	/	/
Gestion des déchets / Assainissement	/	/	/	/	/	/	/
Hygiène et salubrité	/						
Aménagement des espaces verts et de loisir	/	/	/	/	/	/	/
Transport public	/	/	/	/	/	/	/
Eclairage public	/	/	/	/	/	/	/
Aménagement des aires de jeux	/	/	/	/	/	/	/
Certificat de domicile	/	/	/	/	/	/	/
Validation des plans de localisation	/	/	/	/	/	/	/
Authentification des documents	/	/	/	/	/	/	/
Informations	/	/	/	/	/	/	/
Assistance et appui aux personnes socialement vulnérables	/	/	/	/	/	/	/
Autres	0,00						

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

Tableau 3. 43 : Proportion (%) des ménages ayant payé un pourboire pour obtenir le service communal.

Proportion (%) des ménages ayant payé un pourboire pour obtenir le service communal	Proportion (%) de ménages ayant payé un pourboire pour obtenir le service
Acte de naissance	4,16
Acte de mariage	0,00
Acte de décès	0,00
Légalisation des documents officiels	0,00
Délivrance des documents d'urbanisme	/
Aménagement des voiries	/
Gestion des déchets / Assainissement	/
Hygiène et salubrité	0,00
Aménagement des espaces verts et de loisir	/
Transport public	/
Eclairage public	/
Aménagement des aires de jeux	/
Certificat de domicile	/
Validation des plans de localisation	/
Authentification des documents	/
Informations	/
Assistance et appui aux personnes socialement vulnérables	/
Autres	0

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

3.5.3 Promotion de l'engagement citoyen dans la commune

Même si les ménages se sont très peu exprimés sur l'engagement citoyen dans la commune, il convient de relever que quelques-uns se sont prononcés sur les efforts à fournir, notamment à propos de la communication sur le budget annuel, la Communication sur les dépenses et recettes de l'année précédente et l'implication du village/quartier dans la programmation et la budgétisation des actions du développement (ce qui est d'ailleurs fait dans le cadre de l'actualisation du PCD de la Commune).

Tableau 3. 44 : Proportion (%) des ménages selon la caractérisation des activités de la commune

Milieu de résidence	Caractérisation déclarée des activités de la commune par le ménage				
	<i>Communication sur les actions programmées au cours de l'année dernière</i>	<i>Communication sur le budget annuel</i>	<i>Communication sur les dépenses et recettes de l'année dernière</i>	<i>Accompagnement du village/quartier dans les actions de développement</i>	<i>Implication du village/quartier dans la programmation et la budgétisation des actions du développement</i>
Urbain	0,00	0,99	0,33	0,00	1,0
Rural	0,00	0,00	0,00	0,00	100,0
Ensemble	0,00	0,99	0,33	0,00	1,3

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

3.5.4 Appréciation des services communaux

Les principales raisons de la non satisfaction des ménages par rapport aux services communaux sont focalisées sur la circulation de l'information. Plus de 84 ménages sur 100 sont non satisfaits à cause de la non information des populations de la gestion communale et plus de 95 ménages sur 100 sont non satisfaits à cause la méconnaissance des actions menées par la commune.

Tableau 3. 45 : Proportion (%) des ménages non satisfaits selon la raison de non satisfaction

Milieu de résidence	Proportion (%) des ménages non satisfaits des services communaux	Parmi les ménages non satisfaits, proportion (%) dont la raison de non satisfaction est :									
		Lourdeur dans le traitement des demandes des usagers	Non information des populations de la gestion communale	Absentéisme du personnel	Corruption	Mauvais accueil	Manque de professionnalisme	Méconnaissance des actions menées par la commune	Manque de confiance envers l'exécutif municipal	Indisponibilité de l'exécutif municipal (Maire et ses Adjoints)	Autre
Urbain	27,24	4,90	84,14	0	0	2,43	1,21	95,12	3,65	1,21	20,70
Rural	0	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Ensemble	27,15	4,90	84,14	0	0	2,43	1,21	95,12	3,65	1,21	20,70

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

3.5.5 Actions envisagées en vue de l'amélioration des services communaux

La Contribution à la diffusion des informations communales dans la communauté, la participation aux activités communautaires (mise en œuvre des solutions endogènes), et la participation aux réunions d'information et de sensibilisation de la commune constituent l'ossature des actions à envisager pour l'amélioration de la qualité du service rendu par l'institution communale

Tableau 3. 46 : Actions des ménages dans la commune en vue de l'amélioration de la qualité du service rendu par l'institution communale

Proportion (%) des ménages selon le type d'action et le milieu de résidence

Milieu de résidence	Proportion (%) des ménages pouvant s'engager dans l'amélioration du service rendu par l'institution communale à travers :									
	Contribution à la diffusion des informations communales dans la communauté	Alimentations et exploitations des boîtes à suggestion	Participation aux activités communautaires (mise en œuvre des solutions endogènes)	Consultation du babillard de la commune	Animation des tranches d'antenne dans les radios communautaires	Suivi des tranches horaires dédiées dans les radios communautaires	Sensibilisation pour les écoutes groupées dans les radios communautaires	Adhésion à des groupes d'écoute des radios communautaires	Participation aux réunions d'information et de sensibilisation de la commune	Autres
Urbain	84,40	0,33	98,67	0,33	0,33	0	0,33	0,33	59,46	4,0
Rural	100,00	0,00	0,00	100	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ensemble	84,40	0,33	98,34	0,66	0,33	0,00	0,33	0,33	59,27	4,0

Source : Enquête CCAP2, Bafoussam I 2022

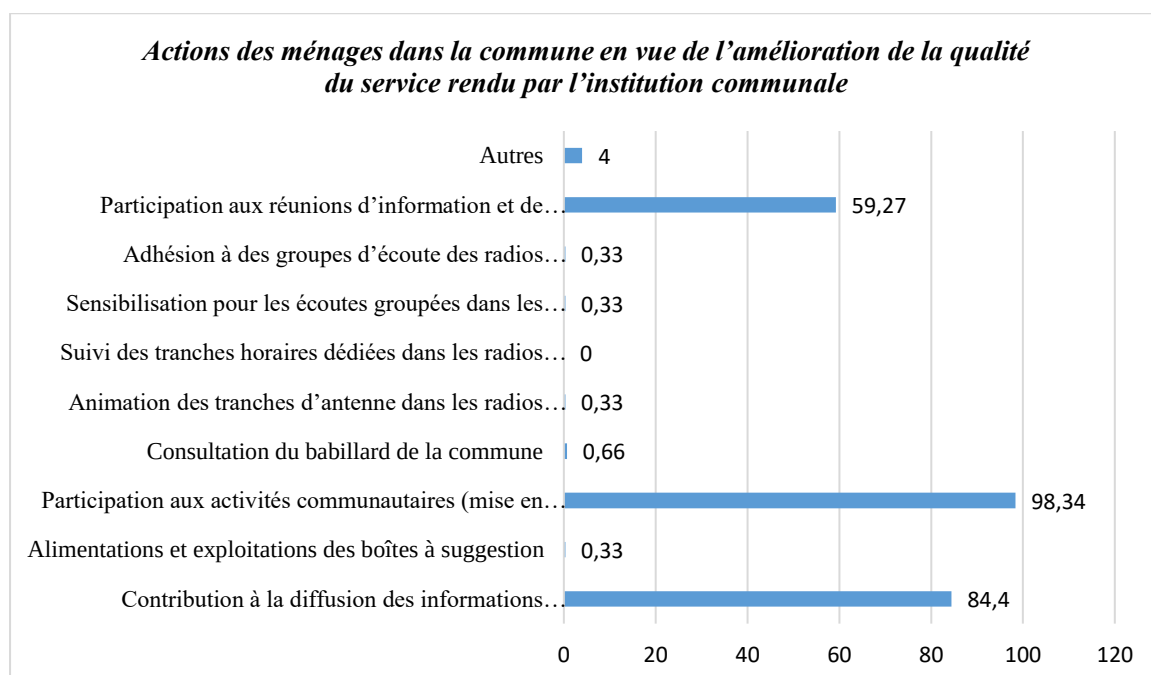


Figure 3. 6: Actions des ménages dans la commune en vue de l'amélioration de la qualité du service rendu par l'institution communale

CHAPITRE IV : PLAN D’ACTIONS POUR LA MISE EN PLACE D’UN CONTRÔLE CITOYEN DE L’ACTION PUBLIQUE

Les résultats de l’enquête SCORECARD conduisent à l’élaboration d’un plan d’action de mise en place d’un contrôle citoyen de l’action publique. C’est ce qui justifie la pertinence d’une telle

étude. Ce plan d'action doit s'appuyer sur un dispositif de suivi-évaluation pour la conduite du changement.

4.1. Dispositif de suivi-évaluation participatif pour la conduite des changements

Un Dispositif de suivi-évaluation participatif pour la conduite des changements devra être mis sur pieds pour faciliter l'atteinte des objectifs et impliquer les populations dans l'amélioration des services publics rendus. Ce comité pourra être composé des membres suivants :

- Le président :
- Le rapporteur :
- Les membres :
 - 01 représentant de la sous-préfecture ;
 - 02 représentants de la société civile au niveau communal
 - 02 représentants des chefferies traditionnelles ;
 - 01 représentant du secteur de la santé (médecin chef de district de l'arrondissement) ;
 - 01 représentant du secteur de l'éducation (délégué d'arrondissement) ;
 - 01 représentant du secteur de l'eau ;
 - 02 leaders d'opinion au niveau local ;
 - 02 leaders religieux ;
 - 02 mouvements associatifs (au moins une association des femmes).

Les Attributions du comité de suivi – évaluation participatif peuvent être les suivantes.

- S'assurer de la mise en œuvre des activités du plan d'action ;
- Suivre et évaluer l'exécution des activités du plan d'action ;
- Apprécier le niveau d'engagement des responsables d'activités dans leurs tâches d'une part, d'atteintes des résultats, des changements produits au niveau des personnes, des structures et de la Commune d'autre part ;
- Permettre au Conseil Municipal ou à l'Exécutif Municipal de prendre à temps les mesures idoines pour corriger et ajuster les actions, les stratégies et les projets ;
- Veiller à une implication des populations dans les activités spécifiques de la communes (Budgets, réalisations, compte administratif, initiatives ...) ;
- Eveiller la prise de conscience des populations à assumer leur rôle de suivi et d'évaluation des projets et réalisations (au niveau de leur mise en œuvre et de leur fonctionnement) par les sensibilisations ;

- Engager les populations dans les projets d'envergures, les initiatives de développement de la commune ;
- Mesurer et analyser les écarts au vu des objectifs ;
- Prendre les mesures correctives pour rattraper les écarts ;
- Donner son avis sur le déroulement de l'ensemble des activités du plan d'action sur la base des rapports d'avancement ;
- Proposer à l'exécutif et au conseil communal toutes mesures susceptibles de rendre facile l'exécution des activités du plan d'action ;
- Veiller à la mise en œuvre effective des décisions ;
- Communiquer, informer l'exécutif communal sur l'état d'avancement des activités rencontrées dans l'exécution de leurs missions ;

Toutefois, le Comité doit tenir des réunions, des séances de travail pour s'assurer de la mise en œuvre effective des activités du plan d'action.

Le Comité siège tous les trois mois et rédige un rapport d'activités trimestriel qui est soumis à l'attention du Maire,

4.2. Plan d'actions dans les secteurs cibles du ScoreCard

PLAN D'ACTIONS DU CONTROLE CITOYEN DE L'ACTION PUBLIQUE EN VUE DE LA CONDUITE DES CHANGEMENTS

Tableau 4 1: plan d'actions du contrôle citoyen de l'action publique en vue de la conduite des changements

Tableau 1.1: Plan d'actions du Centre de Contrôle et Prévention des Maladies Publiques en vue de la conduite des changements										
Objectif global	Objectifs spécifiques	Action	Responsable	Période		Indicateur de résultat	Valeur de référence	Valeur Cible	Source de données	Méthode de mesure
				Début	Fin					
Approvisionnement en eau potable										
accroître le niveau d'accès à l'eau potable dans la Commune d'arrondissement de BAFOUSSAM 1 ^{er}	Assurer la fonctionnalité des points d'eau existant	Réhabilitation des points d'eau non fonctionnels	Maire/Responsable secteur eau	2023	2025	113 points d'eau sont fonctionnels	49	113	PDC de Bafoussam 1 ^{er}	Comptage physique des points d'eau fonctionnels
		Redynamisation des COGES points d'eau existant (sensibilisation, formation sur divers thématique)	Cadre communal chargé des communauté (CCC)	2023	2025	64 COGES redynamisés (correspondant aux points d'eau non fonctionnels)	49	113	Rapport d'activités du CCC	Examen des PV de la tenue des réunions des COGES
		Elaboration en collaboration avec le responsable sectoriel de l'eau de la MIFI d'un plan de suivi des points (harmonisation des données avec le sectoriel)	Cadre communal chargé des communauté (CCC)	2023	2025	01 plan de suivi des points d'eau de la Commune cosigné par le responsable sectoriel de l'eau de la MIFI	0	1	Rapport d'activités du CCC	Comparaison des chiffres du responsable sectoriel de l'eau de la MIFI avec ceux Cadre communal chargé des communauté (CCC)
Santé										
Accroître le niveau d'accès aux soins de santé de qualité	Améliorer le système d'accueil des patients par le personnel soignant.	Sensibilisation du personnel soignant pour améliorer l'accueil des patients dans les formations sanitaires	Représentant chef de district de santé	2022	2025	Au moins 01 séance de sensibilisation tenue dans les 05 centres de santé intégrés	0	5	District de sante de la MIFI	Examen des PV des rencontres de sensibilisation

Objectif global	Objectifs spécifiques	Action	Responsable	Période		Indicateur de résultat	Valeur de référence	Valeur Cible	Source de données	Méthode de mesure
				Début	Fin					
	Impliquer les populations dans la gestion des formations sanitaires	Redynamisation des COSA	Représentant chef de district de santé	2023	2025	Au moins 02 sessions du COSA tenues par CSI et par an	24(pour les 12 CSI disposant de COSA)	102 (pour 51 formation sanitaires)	District de sante de la MIFI	
		Création des COSA	Représentant chef de district de santé	2023	2025	39 nouveaux COSA créés.	12	51	District de sante de la MIFI	
		Tenue des sessions de formation des COSA	Représentant chef de district de santé	2023 à 2025		Au moins 51 sessions de formation des COSA	12	51	District de sante de la MIFI	
		Sensibilisation des populations sur l’importance de leur implication dans l’accès aux soins de santé de qualité	Représentant chef de district de santé	2023 à 2025		Au moins 51 séances de sensibilisation organisée.	12	51	District de sante de la MIFI	
Education										
Accroitre le niveau d’accès aux services d’éducation de qualité	Accroitre le niveau d’accompagnement pédagogique dans les établissements scolaires de la Commune de Bafoussam 1er.	Renforcement des capacités du personnel enseignants pour une bonne Qualité des enseignements dispensés	Représentant DD/MINESEC et Inspecteur MINEDUB de Bafoussam 1 ^{er}	2023 à 2025		01 session de renforcement des capacités du personnel enseignant organisée annuellement par établissement.	0	05(à raison d’au moins une séance annuellement		
		Tenue avant chaque rentrée scolaire d’une session de l’APEE par établissement pour fixer le montants des frais exigibles d’APEE	Représentant DD/MINESEC et Inspecteur MINEDUB de Bafoussam 1 ^{er}	2023 à 2025		01 session de l’APEE par établissement tenue pour fixer le montant des frais exigibles d’APEE.	0	05(à raison d’au moins une séance annuellement		
Services communaux.										

Objectif global	Objectifs spécifiques	Action	Responsable	Période		Indicateur de résultat	Valeur de référence	Valeur Cible	Source de données	Méthode de mesure
				Début	Fin					
<i>Accroître niveau de redevabilité de la Commune vis-à-vis des citoyens de la Commune d'arrondissement de BAFOUSSAM 1^{er}</i>	Accroître le niveau de communication autour des actions menées par la Commune au profit des populations.	création dans les programmes de la RADIO COMMUNAUTAIRE DE Bafoussam 1 ^{er} , d'une tranche d'antenne intitulée "LA PAROLE DE MONSIEUR LE MAIRE" ou "LA MINUTE DE LA COMMUNE"	<i>Maire/Responsable de la Communication</i>	2023 à 2025		Nombre de tranches d'antennes organisées	0	52 (à raison d'une tranche par semaine)		

CONCLUSION ET PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

En définitive, L'enquête SCORECARD a permis de desceller les raisons de la non satisfaction de l'offre des services publics dans les secteurs de l'eau, de la santé de l'éducation et de l'institution communale. Le plan d'actions pour la mise en place d'un contrôle citoyen de l'action publique concernant les quatre secteurs objets de l'enquête SCORECARD dans la Commune d'arrondissement de Bafoussam 1er vise les axes d'amélioration des raisons de la non satisfaction des populations concernées. Accroître le niveau d'accès à l'eau potable dans la Commune d'arrondissement de BAFOUSSAM 1er en assurant la fonctionnalité des points d'eau existant ; Accroître le niveau d'accès aux soins de santé de qualité à travers une amélioration du système d'accueil des patients par le personnel soignant ainsi que l'implication des populations dans la gestion des formations sanitaires; Accroître le niveau d'accès aux services d'éducation de qualité à travers un accompagnement pédagogique dans les établissements scolaires de la Commune de (Renforcement des capacités du personnel enseignants pour une bonne Qualité des enseignements dispensés, Tenue avant chaque rentrée scolaire d'une session de l'APEE par établissement pour fixer le montants des frais exigibles d'APEE que les ménages trouvent excessifs) ; et enfin, Accroître niveau de redevabilité de la Commune vis-à-vis des citoyens de la Commune d'arrondissement de BAFOUSSAM 1er à travers l'accroissement du niveau de communication autour des actions menées par la Commune au profit des populations.

Ce rapport d'étude concernant l'évaluation des services rendus par l'offre publique dans les secteurs de l'approvisionnement en eau potable, de la santé, de l'éducation et des services communaux ne saurait être un PCD en miniature ou un PCD bis, mais contribue à rassurer si on est, oui ou non sur la bonne voie. Le dispositif de suivi-évaluation participatif pour la conduite des changements devra travailler en étroite collaboration avec le dispositif de suivi-évaluation de mise en œuvre du PCD de la Commune de BAFOUSSAM 1^{er}. Mieux exploité ce rapport à contribuera à coup sûr à orienter la vision qu'incarne l'exécutif municipal actuel de la Commune d'arrondissement de BAFOUSSAM 1^{er} pour le bien-être des populations dont il a la charge.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- République du Cameroun, 2003. Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP)
- République du Cameroun, 2009. Cameroun Vision 2035.
- République du Cameroun, 2009. Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE).
- République du Cameroun, 2015. Stratégie Nationale du Développement du Secteur Rural (SDSR).
- République du Cameroun, 2016. Stratégie Sectorielle de la Santé.
- République du Cameroun, 2016. Plan Directeur d'Industrialisation (PDI).
- République du Cameroun, 2017. Politique Nationale de la Protection Sociale (PNPS).
- République du Cameroun, 1996. Loi de finances 1996 : loi n° 96/06 du 18 janvier 1996 portant révision de la constitution du 2 juin 1972
- République du Cameroun, 2019. Loi n° 2019 / 024 du 24 Décembre 2019 portant code général des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD).
- République du Cameroun, 2004. Loi n° 2004/017 du 22 juillet 2004 portant orientation de la décentralisation ;
- République du Cameroun, 2009. La loi n° 2009/011 du 10 juillet 2009 portant régime financier des collectivités territoriales décentralisées.
- République du Cameroun, 2009. Loi n° 2009/019 du 15 décembre 2009 portant fiscalité locale.
- Commune de Galim, 2018. Plan Communal de Développement de la Commune de Galim.
- Ibert. J., et Al, 1999. La collecte des données et la gestion de leurs sources

ANNEXES 1 : QUESTIONNAIRES ENQUETE SCORECARD / CCAP

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE



MINISTRY OF ECONOMY, PLANNING AND REGIONAL DEVELOPMENT

SECRETARIAT GENERAL

GENERAL SECRETARY

PROGRAMME NATIONAL DE DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF

NATIONAL COMMUNITY DRIVEN PROGRAM

CELLULE NATIONALE DE COORDINATION

NATIONAL COORDINATION UNIT

ENQUÊTE DE SATISFACTION DU SERVICE RENDU PAR L'OFFRE DE BIENS ET SERVICES DANS L'ESPACE COMMUNAL EN VUE DE LA MISE EN PLACE D'UN CONTROLE CITOYEN DE L'ACTION PUBLIQUE (SCORECARD)

QUESTIONNAIRE COMMUNE BAFOUSSAM I

Section 1 : Identification

S1Q01	Région _____	
S1Q02	Département _____	
S1Q03	Lot de Communes _____	
S1Q04	Commune _____	
S1Q05	Votre commune compte combien de villages / quartiers ?	
S1Q06	Quel est l'effectif de la population de votre commune ? (Préciser l'année de référence)	
S1Q07	Votre commune connaît-elle l'effectif de la population par village ? 1=Oui 2=Non	
S1Q08	Fonction du répondant : 1. Maire 2. Adjt au Maire 3. SG 4. RM 5. CCD 6. Autres _____	
S1Q09	Téléphone du répondant _____	
S1Q10	Date de début d'enquête (JJ/MM/AAAA) _____	
S1Q11	Date de fin d'enquête (JJ/MM/AAAA) _____	
S1Q12	Nom du superviseur communal _____	
S1Q13	Coordonnées GPS de la commune X _____ Y _____ Z _____	
S1Q14	Résultat de la collecte 1=Enquête complète 3=Refus 6=Autres (à préciser) 2=Enquête incomplète 4=Absence d'un répondant compétent	
S1Q15	Appréciation de la qualité de l'enquête : 1= Très bonne 2=Bonne 3=Moyenne 4=Mauvaise 5=Très mauvaise	

Section 2 : Inventaire, Fonctionnalité et Gestion des Points d'eau potable

Type de point d'eau potable	S2Q01 : Votre commune dispose-t-elle de ce point d'eau ? 1=Oui 2=non Si non allez au type suivant	S2Q02 : Combien de points d'eau potable de ce type compte votre commune ?	S2Q03 : Combien de points d'eau potable de ce type sont fonctionnels dans votre commune ?	S2Q04 : Combien de points d'eau de ce type disposent d'un mécanisme d'entretien et de gestion ?	S2Q05 : Combien de points d'eau de ce type disposent d'un mécanisme d'entretien et de gestion fonctionnel ?
A. Puits avec pompe à motricité humaine					
B. Puits avec pompe électrique					
C. Forages avec pompe à motricité humaine					

Section 2 : Inventaire, Fonctionnalité et Gestion des Points d'eau potable						
D. Forage avec pompe électrique	☐	☐	☐	☐	☐	
E. Borne-fontaine	☐	☐	☐	☐	☐	
F. Source	☐	☐	☐	☐	☐	
G. Réseau d'adduction d'eau communal	☐	☐	☐	☐	☐	
H. Adduction en eau potable (CAMWATER)	☐					
S2Q06	Selon vous, ce nombre suffit-il pour couvrir les besoins en eau dans la commune ? 1=Oui 2=Non					☐
S2Q07	Tous les villages / quartiers sont-ils approvisionnés en eau potable ? 1=Oui 2=Non					☐
S2Q08	Dans votre commune, combien de villages / quartiers ne sont pas suffisamment approvisionnés en eau potable ?					☐
S2Q09	Votre commune dispose-t-elle d'un service de gestion de l'eau potable ? 1=Oui 2=Non si non allez à la section 3					☐
S2Q09a	Ce service de gestion de l'eau potable accompagne-t-il les mécanismes communautaires d'entretien et de gestion des points d'eau potable ? 1=Oui 2=Non					☐
S2Q09b	En quoi consiste cet accompagnement ?	A. Suivi technique 1=Oui 2=Non				☐
		B. Appui financier 1=Oui 2=Non				☐
		C. Renforcement des capacités 1=Oui 2=Non				☐
		D. Appui logistique 1=Oui 2=Non				☐
		X. Autres (à préciser) _____				☐

Section 3 : Services communaux			
Nature du service	S3Q01 : Votre commune offre-t-elle « le service » ? 1=Oui 2=Non Si S2Q01=2 allez au type suivant	S3Q02 : Y a-t-il un délai fixé et connu pour offrir « le service » ? 1=Oui 2=Non Si S2Q01=2 allez au type suivant	S3Q03 : Quel est en jours le délai fixé pour offrir « le service » Unité / Temps
A. Etablissement d'actes d'état-civil	☐	☐	☐
B. Délivrance des documents d'urbanisme	☐	☐	☐
C. Aménagement des voiries	☐	☐	☐
D. Gestion des déchets / Assainissement	☐	☐	☐
E. Légalisation des documents	☐	☐	☐
F. Authentification des documents	☐	☐	☐
G. Hygiène et salubrité	☐		
H. Aménagement des espaces verts et de loisirs	☐		
I. Aménagement des aires de jeux	☐		
J. Eclairage public	☐		
K. Transport public	☐		
L. Assistance et Appuis aux personnes socialement vulnérables	☐		
X. Autres (à préciser) _____	☐		



Section 2 : Inventaire, Fonctionnalité et Gestion des Points d'eau potable			
H. Adduction en eau potable (CAMWATER)	__		
S2Q06	Selon vous, les besoins en eau dans la commune sont-ils entièrement couverts ? 1=Oui 2=Non		__
S2Q07	Tous les villages / quartiers sont-ils approvisionnés en eau potable ? 1=Oui 2=Non		__
S2Q08	Dans la commune, combien de villages / quartiers ne sont pas suffisamment approvisionnés en eau potable ?		__ __ __
S2Q09	La commune dispose-t-elle d'un service de gestion de l'eau potable ? 1=Oui 2=Non si non fin du questionnaire		__
S2Q09a	Ce service de gestion de l'eau potable accompagne-t-il les mécanismes communautaires d'entretien et de gestion des points d'eau potable ? 1=Oui 2=Non		__
S2Q09b	En quoi consiste cet accompagnement ?	A. Suivi technique 1=Oui 2=Non	__
		B. Appui financier 1=Oui 2=Non	__
		C. Renforcement des capacités 1=Oui 2=Non	__
		D. Appui logistique 1=Oui 2=Non	__
		X. Autres (à préciser) _____	__

ENQUÊTE DE SATISFACTION DU SERVICE RENDU PAR L'OFFRE DE BIENS ET SERVICES DANS L'ESPACE COMMUNAL EN VUE DE LA MISE EN PLACE D'UN CONTROLE CITOYEN DE L'ACTION PUBLIQUE (SCORECARD)

QUESTIONNAIRE DELEGATION DEPARTEMENTALE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

Section 1 : Identification			
S1Q01	Région _____	__ __	
S1Q02	Département _____	__ __	
S1Q03	Lot de Communes _____	__ __	
S1Q04	Commune _____	__ __ __	
S1Q05	Fonction du répondant 1. DD 2. Chef Serv 3. Chef de bur 4. Cadre 6. Autres _____	__	
S1Q06	Téléphone du répondant _____	__ __ __ __ __ __ __	
S1Q07	Date de début d'enquête (JJ/MM/AAAA) _____	__ __ / __ __ / __ __	
S1Q08	Date de fin d'enquête (JJ/MM/AAAA) _____	__ __ / __ __ / __ __	
S1Q09	Nom du superviseur communal _____		
S1Q10	Coordonnées GPS de la DD/MINESEC X _____ Y _____	__	
S1Q11	Z _____	 __	
	Résultat de la collecte _____		
	1=Enquête complète 3=Refus 6=Autres (à préciser)		
	2=Enquête incomplète 4=Absence d'un répondant compétent		
S1Q12	Appréciation de la qualité de l'enquête : 1= Très bonne 2=Bonne 3=Moyenne 4=Mauvaise 5=Très mauvaise	__	

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION
ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE



MINISTRY OF ECONOMY, PLANNING AND REGIONAL
DEVELOPMENT

SECRETARIAT GENERAL

GENERAL SECRETARY

PROGRAMME NATIONAL DE DEVELOPPEMENT
PARTICIPATIF

NATIONAL COMMUNITY DRIVEN PROGRAM

CELLULE NATIONALE DE COORDINATION

NATIONAL COORDINATION UNIT

Section 2 : Inventaire et fonctionnement des établissements secondaires

Ordre d'enseignement	S2Q01 : Dans la commune, « l'ordre d'enseignement » existe-t-il dans l'enseignement secondaire ? 1=Oui 2=Non Si non allez à l'ordre suivant	S2Q02 : Combien d'établissements du secondaire compte la commune dans l'« ordre d'enseignement » ?	S2Q03 : Combien d'établissements du secondaire dans la Commune sont non opérationnels dans l'« ordre d'enseignement » ?	S2Q04 : Combien d'établissements du secondaire dans la Commune disposent de salles de classe en matériaux définitifs dans l'« ordre d'enseignement » ?
A. Public	_	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _
B. Privé laïc	_	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _
C. Privé confessionnel	_	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _
S2Q05	Combien d'établissements du secondaire la carte scolaire prévoit-elle dans la commune ?			_ _ _ _ _
S2Q06	Connaissez-vous le nombre d'établissements du secondaire dans la commune ? 1=Oui 2=Non Si S2Q06=2 allez au S2Q09			_
S2Q07	Combien d'établissements du secondaire compte effectivement la commune ?			_ _ _ _ _
S2Q08	Selon vous, ce nombre suffit-il pour couvrir les besoins en éducation de la commune dans les enseignements secondaires ? 1=Oui 2=Non			_
S2Q09	Combien d'établissements du secondaire disposent d'une Association des Parents d'Elèves et Enseignants (APEE) fonctionnelle ?			_ _ _ _ _
S2Q10	Dans la commune, combien de villages / quartiers ne sont pas couverts par un établissement du secondaire selon les normes d'élaboration de la carte scolaire ?			_ _ _ _
S2Q11	Combien d'établissements du secondaire dans la commune sont à cycle complet (premier cycle et second cycle) ?			_ _ _ _
S2Q12	Y a-t-il des établissements du secondaire dans la commune ne disposant pas d'un nombre suffisant d'enseignants ? 1=Oui (Si Oui, combien) 2=Non			_ \ _ _ _ _ _

ENQUÊTE DE SATISFACTION DU SERVICE RENDU PAR L'OFFRE DE BIENS ET SERVICES DANS L'ESPACE COMMUNAL EN VUE DE LA MISE EN PLACE D'UN CONTROLE CITOYEN DE L'ACTION PUBLIQUE (SCORECARD)

QUESTIONNAIRE DISTRICT SANTE

Section 1 : Identification	
S1Q01	Région _____ _ _ _
S1Q02	Département _____ _ _ _
S1Q03	Numéro du Lot de Communes _____ _ _ _
S1Q04	Commune _____ _ _ _ _
S1Q05	Combien de villages / quartiers de la commune se trouvent dans votre district de santé ? _ _ _ _
S1Q06	Quel est l'effectif de la population de la commune se trouvant dans votre district de santé ? _ _ _ _ _ _ _
S1Q07	Connaissez-vous la population par village de la commune se trouvant dans votre district de santé ? 1=Oui 2=Non _
S1Q08	Fonction du répondant 1. Chef de District 2. Autre personnel _____ _
S1Q09	Téléphone du répondant _____ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

S1Q10	Date de début d'enquête (JJ/MM/AAAA) _____	_ _ _ / _ _ / _ _
S1Q11	Date de fin d'enquête (JJ/MM/AAAA) _____	_ _ _ / _ _ / _ _
S1Q12	Nom du superviseur communal _____	
S1Q13	Coordonnées GPS du district de santé X _____ Y _____ Z _____	_
S1Q14	Résultat de la collecte 1=Enquête complète 3=Refus 6=Autres (à préciser) 2=Enquête incomplète 4=Absence d'un répondant compétent	
S1Q15	Appréciation de la qualité de l'enquête : 1= Très bonne 2=Bonne 3=Moyenne 4=Mauvaise 5=Très mauvaise	_

Section 2 : Inventaire, Fonctionnalité et Gestion des Formations sanitaires										
Type de formations sanitaires	S2Q01 : la formation sanitaire de ce type existe-t-elle dans la commune ? 1=Oui 2=non Si non allez au type suivant	S2Q02 : Combien de formations sanitaires de ce type avez-vous dans la Commune ?	S2Q03 : Combien de formations sanitaires de ce type sont non fonctionnelles ?	S2Q04 : Combien de formations sanitaires de ce type disposent d'un COSA ou d'un COGES fonctionnels ?	S2Q05 : La formation sanitaire de ce type bénéficie-t-elle de l'accompagnement de la Commune pour son entretien et sa gestion ? 1=Oui 2=non Si non allez au type suivant	S2Q06 : En quoi consiste cet accompagnement ?				
						A. Suivi technique	B. Appui financier	C. Renforcement des capacités	D. Appui logistique	X. Autres (à préciser) _____
A. Centre de santé / Centre de santé intégrée	_	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_	_	_	_	_	_
B. Centre Médical d'Arrondissement	_	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_	_	_	_	_	_
C. Hôpital de district	_	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_	_	_	_	_	_
D. Hôpital régional	_	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_	_	_	_	_	_
E. Hôpital de référence										
F. Formation sanitaire privée	_	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_	_	_	_	_	_
X. Autres (à préciser) _____	_	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_	_	_	_	_	_
S2Q07	Selon vous, le nombre de formations suffit-il pour couvrir les besoins sanitaires dans la commune ? 1=Oui 2=Non					_				
S2Q08	Tous les villages / quartiers de la commune sont-ils couverts par une formation sanitaire ? 1=Oui 2=Non. Si oui, fin du questionnaire					_				
S2Q09	Dans la commune, combien de villages / quartiers ne sont pas couverts par une formation sanitaire selon les normes requises ?					_ _ _				



ENQUÊTE DE SATISFACTION DU SERVICE RENDU PAR L'OFFRE DE BIENS ET SERVICES DANS L'ESPACE COMMUNAL EN VUE DE LA MISE EN PLACE D'UN CONTROLE CITOYEN DE L'ACTION PUBLIQUE (SCORECARD)

QUESTIONNAIRE INSPECTION DE L'EDUCATION DE BASE

Section 1: Identification

<i>Section 1 : Identification</i>					
S1Q01	Région _____	_ _ _			
S1Q02	Département _____	_ _ _			
S1Q03	Lot de Communes _____	_ _ _			
S1Q04	Commune _____	_ _ _ _			
S1Q05	Fonction du répondant : 1. Inspecteur 2. Chef de bureau 3. Autre personnel _____	_			
S1Q06	Téléphone du répondant _____ _____	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _			
S1Q07	Date de début d'enquête (JJ/MM/AAAA) _____	- _ _ _ / _ _ _ / _ _ _			
S1Q08	Date de fin d'enquête (JJ/MM/AAAA) _____	_ _ _ _ _ _ _ / _ _ _ / _ _ _			
S1Q09	Nom du superviseur communal _____	- _ _ _			
S1Q10	Coordonnées GPS de l'Inspection X _____ Y _____	_ _			
S1Q11	Z _____	_ _			
	Résultat de la collecte _____				
	1=Enquête complète 3=Refus				
	2=Enquête incomplète 4=Absence d'un répondant compétent				
	6=Autres (à préciser)				
S1Q12	Appréciation de la qualité de l'enquête : 1= Très bonne 2=Bonne 3=Moyenne 4=Mauvaise 5=Très mauvais	_ _			

Section 2 : Inventaire et fonctionnement des écoles maternelles et primaires

Cycle	S2Q01 : Combien d'écoles la carte scolaire prévoit-elle dans la commune dans le cycle ?	S2Q02 : Connaissez-vous le nombre d'écoles dans le cycle ? 1=Oui 2=Non	S2Q03 : Combien d'écoles compte effectivement la commune dans le cycle ?	S2Q04 : Selon vous, ce nombre suffit-il pour couvrir les besoins en éducation de base de la commune dans	S2Q05 : Combien d'écoles disposent d'une Associations des Parents d'Elèves et Enseignants (APEE) fonctionnelles dans le cycle ?	S2Q06 : Combien d'écoles parents compte la commune dans le cycle ?
--------------	---	--	--	---	--	--

Section 2 : Inventaire et fonctionnement des écoles maternelles et primaires						
		Si S2Q02=2 allez au cycle suivant		le cycle ? 1=Oui 2=Non		
Materne 1	_ _ _ _ _ _ _	_ _	_ _ _ _ _ _ _	_ _	_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _
Primaire	_ _ _ _ _ _ _	_ _	_ _ _ _ _ _ _	_ _	_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _
Cycle	Ordre d'enseignement	S2Q07 : Dans votre commune, « l'ordre d'enseignement » existe-t-il dans « le cycle » ? 1=Oui 2=Non Si S2Q06=2 allez à l'ordre suivant	S2Q08 : Combien d'écoles compte la commune dans l'« ordre d'enseignement » du « cycle » ?	S2Q09 : Combien d'écoles sont non opérationnelles dans l'« ordre d'enseignement » du « cycle » ?	S2Q10 : Combien d'écoles disposent de salles de classe en matériaux définitif dans l'« ordre d'enseignement » du cycle ?	
Materne 1	A. Public	_ _	_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	
	B. Privé laïc	_ _	_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	
	C. Privé confessionnel	_ _	_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	
	D. Ecole de parents	_ _	_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	
Primaire	A. Public	_ _	_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	
	B. Privé laïc	_ _	_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	
	C. Privé confessionnel	_ _	_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	
	D. Ecole de parents	_ _	_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	
S2Q11	Dans la commune, combien de villages / quartiers ne sont pas couverts par une école selon les normes d'élaboration de la carte scolaire ?					_ _ _ _ _
S2Q12	Combien d'écoles primaires de la commune sont à cycle complet (disposant des trois niveaux : Initiation, Cours élémentaire et Cours moyen) ?					_ _ _ _ _ _ _
S2Q13	Y a-t-il des écoles primaires dans la commune ne disposant pas d'un nombre suffisant d'enseignants ? 1=Oui 2=Non					_ _
S2Q13a	Si Oui à S2Q13, combien ?					_ _ _ _ _ _ _

Section II. EAU POTABLE			
	en service du point d'eau ?	E=Chef de village/quartier F=CAMWATER/SNEC/CDE H = Ne sait pas X=Autres partenaires : _____	_
S2Q08	Qui intervient dans la gestion, l'entretien et la maintenance (préventive et usuelle) du point d'eau ? (Encerclez la ou les lettres (s) correspondantes). Qui d'autre ? Autre intervenant ?	A=COGES B=Commune C=CAMWATER D=Communauté X=Autres	_ _ _ _ _
Si S2Q08 = A	S2Q08a	Votre ménage contribue-t-il financièrement au fonctionnement du COGES ? 1=Oui 2=Non si non allez à S2Q09	_
	S2Q08b	A quelle fréquence votre ménage contribue-t-il financièrement au fonctionnement du COGES (unité nombre) ? Unité 1= jour, 2= Semaine 3 =Mois 4 = Trimestre 5 =Semestre 6 = Année	_ _ _
	S2Q08c	Quel est le montant de cette contribution financière de votre ménage au fonctionnement du COGES (FCFA) ?	_ _ _ _ _ _
	S2Q08d	Comment jugez-vous ce montant ? 1=Elevé 2=Raisonné 3=Insignifiant	_
S2Q09	A quelle distance moyenne du ménage se trouve votre principale source publique d'approvisionnement en eau (unité, nombre) ? 1= m 2= Km		_ _ _ _
S2Q10	Combien de minutes en moyenne vous faut-il à pied pour arriver au point d'eau		_ _ _
S2Q11	Quel est le temps moyen en minutes d'attente au point d'eau ?		_ _ _
S2Q12	Quelle appréciation faites-vous du service rendu par votre principale source publique d'approvisionnement en eau ? 1. Très bon 2. Bon 3. Passable 4. Mauvais 5. Très mauvais		_
S2Q13	Cette eau a-t-elle une odeur ? 1=Oui, permanemment 2=Oui, parfois ...3=Jamais 8=NSP		_
S2Q14	Cette eau a-t-elle un goût ? 1=Oui, permanemment 2=Oui, parfois 3=Jamais 8=NSP		_
S2Q15	Cette eau a-t-elle une couleur ? 1=Oui, permanemment 2=Oui, parfois 3=Jamais 8=NSP		_
S2Q16	Combien de personnes avez-vous l'habitude de trouver à ce point d'eau ?		_ _ _ _
S2Q17	Avez-vous exprimé à titre individuel ou collectif un besoin en matière d'approvisionnement public en eau potable au cours des 6 derniers mois, c'est-à-dire depuis 1=Oui 2=Non Si non S2Q18		_
S2Q17a	A qui vous êtes-vous adressé ? (Plusieurs réponses possibles) Autre ?	A. Maire (commune) B. Etat (sectoriels) C. Une élite D. Le comité de gestion du point d'eau E. Chef de village/quartier F. Autorités administratives G. CAMWATER/SNEC/CDE X. Autres partenaires : _____	_ _ _ _ _ _ _ _
S2Q17b	Votre besoin a-t-il été satisfait ? 1=Oui 2= Non 3=En cours d'étude si 2 ou 3		_
S2Q17c	Si vous avez eu une réponse favorable, après combien de temps votre besoin a-t-il été satisfait (unité nombre) ? 1 =minutes, 3 =heures, 4 = jour, 5 = semaine, 6 = mois, 7 = année		_ \ _ _
S2Q18	De manière globale, quel est le niveau de satisfaction de votre ménage en rapport avec l'approvisionnement public en eau potable dans votre village / quartier ? (Encerclez une seule réponse) 1=Satisfait 2= Indifférent 3=Insatisfait Si 1 ou 2		_
S2Q19	Donnez les raisons de l'insatisfaction de	A. Eloignement du point d'eau B. Mauvaise qualité de l'eau	_ _

Section II. EAU POTABLE			
	votre ménage en ce qui concerne l'approvisionnement public en eau potable dans votre village (plusieurs réponses possibles). Autre raison ?	C. Insuffisance des points d'approvisionnement en eau D. Mauvaise gestion du point d'eau E. Défaut/Lenteur de maintenance en cas de panne F. Coût élevé de l'approvisionnement en eau X. Autres à préciser : _____	__ __ __ __ __
S2Q20	Dans laquelle de ces actions votre ménage est-il prêt à s'engager en vue de l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable ? (Plusieurs réponses possibles). Autre action ?	A. Points d'eau supplémentaires	
		A1 Contribution pour la construction d'un point d'eau supplémentaire	__
		A2 Donation du site de construction d'un point d'eau	__
		A3 Plaidoyer auprès des donateurs (ONG, Association, élites, Entreprises etc..)	__
		B. Amélioration de la gestion des points d'eau existants	
		B1 Redynamisation/mise en place du COGES	__
		B2. Contribution financière à un mécanisme communautaire de gestion et maintenance du point d'eau	__
		B3 Encouragement à l'intégration des femmes dans le COGES	__
B4 Suivi de la production des compte-rendus sur la gestion du point d'eau par le COGES	__		
B5 Facilitation du déplacement de l'artisan réparateur chargé de la maintenance du point d'eau	__		
C. Amélioration de la qualité de l'eau des points d'eau existants			
C1 Participation aux campagnes périodiques de potabilisation de l'eau dans la localité	__		
C2 Participation aux campagnes de sensibilisation sur la dénonciation des actes d'insalubrité qui impactent la qualité de l'eau	__		
X. Autres à préciser	__		

Section III. SANTE			
S3Q01	Quel type de formation sanitaire existe-t-il dans votre village/quartier ?	1=Oui 2=Non 8=NSP	
		A. Centre de santé intégrée	__
		B. Centre Médical d'Arrondissement	__
		C. Hôpital de district	__
		D. Hôpital régional	__
		E. Hôpital de référence	__
		F. Formation de santé privé	__
		X. Autres (à préciser)	__
S3Q01a	Dans quel type de formation sanitaire vous rendez-vous le plus fréquemment pour votre prise en charge sanitaire ? 1= Publique 2= Privé Laïc 3= Privé Confessionnel Si S3Q01=1 passer à S3Q02 Si S3Q01= 2 ou 3 continuer		__
S3Q01b	Quelles sont les raisons pour lesquelles vous optez pour ces formations ? (Plusieurs réponses possibles). Autre raison ?	A. Distance	__
		B. Coût	__
		C. Accueil	__
		D. Qualité des soins	__
		E. Disponibilité du personnel	__
		F. Disponibilité de médicaments	__
		X. Autres à préciser :	__

Section III. SANTE			
S3Q01c	Vous arrive-t-il de fréquenter des formations sanitaires publiques pour obtenir des soins ? 1=Oui 2=Non Si Non, passer à la section suivante		_
S3Q02	Quelle est la principale formation sanitaire publique que votre ménage fréquente pour obtenir des soins de santé ? 1= CS/CSI 2= Hôpital/CMA 3= Hôpital de district 4. Hôpital de régional 5. Hôpital de référence		_
S3Q02a	Cette formation sanitaire est-elle la plus proche de votre ménage ? 1=Oui 2=Non		_
S3Q02b	A quelle distance de votre ménage se trouve cette formation sanitaire (unité et nombre) ? Code unité : 1= m 2= Km		_ \ _ _
S3Q02c	Combien de temps en moyenne vous faut-il pour atteindre cette formation sanitaire à pied lorsque vous êtes en bonne santé ?(unité et nombre) Code unité : 1=minute 2=heure		_ \ _ _ _
Les questions S3Q03 à S3Q11 portent sur la dernière fois qu'un membre de votre ménage s'est rendu à cette formation sanitaire la plus proche.			
S3Q03	Le personnel soignant était-il présent ? 1=Oui 2=Non		_
S3Q04	Le petit matériel était-il toujours disponible ? (Plusieurs réponses services).	1=Oui 2=Non 8=Ne sait pas	_
		A. ciseaux	_
		B. Seringues	_
		C. Alcool	_
		D. Coton	_
		E. Bétadine	_
		F. Thermomètre	_
		G. tensiomètre	_
		H. Balance	_
		I. Gants	_
	X. Autres à préciser :	_	
S3Q05	Cette formation sanitaire disposait-elle des services suivants ? (Plusieurs réponses possibles). Autre service ? Si non, allez à S10.	1=Oui 2= Non 8=NSP	_
		A. Maternité	_
		B. Pédiatrie	_
		C. Laboratoire	_
		D. Petite Chirurgie	_
		E. Hospitalisation	_
		X. Autres à Préciser : _____	_
S3Q06	Combien avez-vous payé pour sa consultation ordinaire ? (Frais de session) montant en Francs CFA		_ _ _ _ _ _
S3Q07	Comment jugez-vous ce montant ? 1=Elevé 2=Raisonné 3=Faible		_
S3Q08	En plus des frais de session, le personnel a-t-il exigé d'autres frais non autorisés pour vous servir (monétaire, surfacturation, matériel, etc.) ? 1=Oui 2=Non		_
S3Q09	Comment cette personne a jugé l'accueil du personnel soignant de cette formation sanitaire ? 1=Bon 2=Passable 3=Mauvais		_
S3Q10	Existe-t-il dans cette formation sanitaire un point d'approvisionnement en médicaments (pharmacie/pro-pharmacie) ? 1=Oui 2=Non 8= NSP → Si non S3Q12		_
S3Q11	Les médicaments pour les maladies fréquentes dans la localité y étaient-ils toujours disponibles ? 1=Oui 2=Non 8=Ne sait pas		_
S3Q12	Cette formation sanitaire publique la plus proche de votre ménage permet-elle de résoudre la plupart des problèmes de santé que vous rencontrez dans votre ménage ? 1=Oui 2=Non		_
S3Q13	De manière globale, quel est le niveau de satisfaction de votre ménage en rapport avec les services de santé délivrés dans cette formation sanitaire publique la plus		_

Section III. SANTE			
	proche de votre ménage ? (Encerclez une seule réponse) 1=Très satisfait 2=Satisfait 3=Passable 4=Insatisfait 5=Très Insatisfait Si 1 ou 2 allez à S3Q15		
S3Q14	Donnez les raisons de l'insatisfaction de votre ménage sur les services reçus de la formation sanitaire fréquentée ? (Plusieurs réponses possibles). Autre raison ?	A. Eloignement des formations sanitaires B. Mauvaise qualité des services offerts C. Absentéisme du personnel D. Mauvaise qualification du Personnel de la formation sanitaire E. Monnayage des soins F. Insuffisance de médicaments G. Mauvaise qualité des équipements H. Insuffisance des équipements I. Coût élevé de l'accès aux soins de santé X. Autres (à préciser) : _____	_ _ _ _ _ _ _ _ _
S3Q15	Dans laquelle de ces actions votre ménage est-il prêt à s'engager en vue de l'amélioration de la qualité du service de santé ? (Plusieurs réponses). Autre action ?	A. Formations sanitaires supplémentaires A1 Plaidoyer pour le respect des normes sectorielles A2 Plaidoyer auprès des ONG/structures privées pour la construction des formations sanitaires B. Extension/réhabilitation/Equipements des formations sanitaires existantes B1. Un plaidoyer auprès de la commune et de l'Etat pour l'extension et l'équipement des formations sanitaires B2. Un plaidoyer auprès de la commune et de l'Etat pour la réhabilitation et l'équipement des formations sanitaires C. Amélioration de la gestion des FOSA C1. La redynamisation du COSA/COGE C2. L'approvisionnement en médicaments et dotation en équipements C3. L'accueil et la prise en charge des patients C4. La maintenance et entretien de l'infrastructure hospitalière C5. Plaidoyer pour l'affectation du personnel C6. Contrôle et vérification de la présence effective du personnel médical D. Réduction du coût d'accès aux soins de santé D1. Subvention de la COSA D2. Le Développement de partenariats publics-privés D3. La négociation des jumelages et intercommunalités X. Autres à préciser	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Section IV. EDUCATION				
S4Q01	Combien d'enfants dans votre ménage ont un âge compris entre 3 et 24 ans ? Si aucun, allez à la section suivante.	_ _ _		
Noms des enfants du ménage dont l'âge est compris entre 3 et 24 ans		_____	_____	_____
S4Q02	« Nom » fréquente-t-il une école au cours de l'année 2021/2022 ? 1 = Oui 2 = Non	_	_	_
S4Q03	Dans quel cycle d'enseignement fréquente « nom » 1= Maternel 2= Primaire 3 = Secondaire 1 ^{er} cycle 4 = Secondaire 2 ^{ème} cycle 5 = Professionnelle	_	_	_

Section IV. EDUCATION						
S4Q04	Dans quel ordre d'enseignement ? 1= Public 2= Privé Laïc 3= Privé Concessionnel Si Public, passez à l'enfant suivant		_	_	_	_
S4Q05	Si privé laïc ou privé confessionnel, quelles sont les raisons pour lesquelles vous optez pour ce type d'établissement ? 1=oui 2=non	Eloignement	_	_	_	_
		Coût	_	_	_	_
		Qualité de l'éducation	_	_	_	_
Cycle d'enseignement			Maternel	Primaire	Secondaire	Formation professionnelle
S4Q06	Votre village/quartier dispose-t-il du cycle d'enseignement public « Nom du cycle » d'enseignement public ? 1=Oui 2=Non. Si non, passez au cycle suivant		_	_	_	_
S4Q07	Cet établissement scolaire public du/de (nom du cycle) est-il le plus proche ? 1=Oui 2=Non		_	_	_	_
Pour un cycle donné, les questions S4Q08 à S4Q24b s'adressent à l'enfant du ménage qui aura été sélectionné						
Cycle d'enseignement			Maternel	Primaire	Secondaire	Formation professionnelle
S4Q08	A quelle distance de votre ménage se trouve l'établissement scolaire du cycle (nom du cycle) que fréquente votre enfant ? (Unité/temps) 1 = m 2 = Km		_ \ _ _ _ _	_ \ _ _ _ _	_ \ _ _ _ _	_ \ _ _ _
S4Q09	Quel est le temps moyen mis par l'enfant de votre ménage pour se rendre à pieds à l'établissement scolaire du/de (nom du cycle) qu'il fréquente ? (unité/temps) 1 = minutes 2 = heures		_ \ _ _ _ _	_ \ _ _ _ _	_ \ _ _ _ _	_ \ _ _ _
S4Q10	L'établissement scolaire du/de (nom du cycle) dans lequel fréquente l'enfant de votre ménage a-t-il un cycle complet ? (Distinguer le premier cycle du second cycle) 1=Oui 2=Non		_	_	_	_
S4Q11	Le centre de formation professionnelle que fréquente l'enfant de votre ménage, dispose-t-il d'un atelier complet correspondant à leurs disciplines ?					_

Section IV. EDUCATION					
	1=Oui 2=Non 8=NSP				
S4Q12	L'établissement scolaire du/de (nom du cycle) que fréquente l'enfant de votre ménage a-t-il une salle par niveau de classe ? 1=Oui 2=Non	_	_	_	_
S4Q13	Dans l'établissement scolaire du/de (nom du cycle) que fréquente l'enfant de votre ménage, tous les élèves sont-ils assis sur un banc ? 1=Oui 2=Non	_	_	_	_
S4Q14	Dans l'établissement scolaire du/de (nom du cycle) que fréquente l'enfant de votre ménage, procède-t-on à la distribution des livres scolaires aux élèves ? 1=Oui 2=Non	_	_		
S4Q15	Combien d'élèves en moyenne contient la (les) classe (s) dans la(les)quelle(s) l'enfant du ménage est scolarisés dans le (nom du cycle) ?	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _
S4Q16	Comment appréciez-vous la fréquence de présence des enseignants dans la (les) classe (s) du/de (nom du cycle) dans la(les)quelle(s) l'enfant de votre ménage est scolarisé ? 1=Régulier 2=Moyennement régulier 3=Irrégulier	_	_	_	_
S4Q17	Participez-vous aux activités de l'APEE (Réunion) ? 1= Oui 2=Non Si 1 aller à S4Q18	_	_	_	
S4Q17 a	Pourquoi ? (Plusieurs choix possibles). Autre raison ?				
	A. Non-respect des horaires	_	_	_	
	B. Durée	_	_	_	
	C. Réunion d'information et non d'échanges	_	_	_	
	D. Non reddition des comptes	_	_	_	
S4Q18	Combien payez-vous en moyenne pour les frais exigibles (inscription, APEE) de cet enfant de votre ménage dans le (nom du cycle) au cours d'une année ? (inscrire le montant moyen)	Inscription ---- ----(en FCFA)	Inscription ---- ----(en FCFA)	Inscription --- ----(en FCFA)	Inscription ----- (en FCFA)
		APEE ----- ----(en FCFA)	APEE ----- ----(en FCFA)	APEE ----- ----(en FCFA)	APEE ----- -(en FCFA)
		Autres frais ---- ----- (en FCFA)	Autres frais ---- ----- (en FCFA)	Autres frais --- ----- (en FCFA)	Autres frais ----- ----- (en FCFA)
		Total des frais exigibles ----- ----	Total des frais exigibles -----	Total des frais exigibles ----- --	Total des frais exigibles -----
S4Q19	Comment jugez-vous ces montants ? 1=Elevé 2=Raisonné 3=Faible	_	_	_	_
S4Q2	En plus des frais exigibles,	_	_	_	_

Section IV. EDUCATION

0	votre ménage a-t-il payé des frais supplémentaires au personnel de l'établissement scolaire du (nom du cycle) pour qu'on admette l'enfant du ménage à l'école ? 1=Oui 2=Non				
S4Q21	Lorsque les ouvrages (points d'eau, salles de classe, latrines, etc.) de l'école du (nom du cycle) dans laquelle cet enfant du ménage fréquente, sont endommagées, qui s'occupe des réparations ? Autre intervenant ? A. L'APEE __ __ __ __ B. Le Maire (Commune) __ __ __ __ C. Une organisation du village __ __ __ __ D. Le MINEDUB/MINESEC/MIN EFOP __ __ __ __ E. Les Elites __ __ __ __ X. Autres partenaires (à préciser) __ __ __ __				
S4Q22	De manière globale, quel est le niveau de satisfaction de votre ménage en rapport avec les services de l'éducation dans le (nom du cycle) dans votre village / quartier ? (Une seule réponse possible) 1=Satisfait 2=Indifférent 3=Insatisfait Si 1 ou 2 → S4Q24a	__	__	__	__
S4Q23	Donnez les raisons de l'insatisfaction de votre ménage des services de l'éducation dans le (nom du cycle) ? (Plusieurs réponses possibles) Autre raison ? A. Eloignement de l'établissement __ __ __ __ B. Insuffisance de salles de classe __ __ __ __ C. Insuffisance d'équipements __ __ __ __ D. Insuffisance des écoles __ __ __ __ E. Manquements liés au Personnel __ __ __ __ E1. Assiduité, __ __ __ __ E2. Ponctualité __ __ __ __ E3. Qualité des enseignements __ __ __ __ F. Absence de distribution de manuels scolaires __ __ __ __ G. Mauvais résultats __ __ __ __ H. Coûts élevés de la scolarité __ __ __ __ X. Autres à préciser __ __ __ __				
S4Q24a	Dans laquelle de ces actions au niveau communal votre ménage est-il prêt à s'engager en vue de l'amélioration de la qualité du service rendu par l'établissement scolaire du (nom du cycle) que cet enfant fréquente ? (Plusieurs réponses possibles). Autre action ? A. Prime d'excellence aux __ __ __ __				

Section IV. EDUCATION					
	écoles				
	B. Sensibilisation des enseignants sur la conscience citoyenne/professionnelle	__	__	__	__
	C. Suivi rapproché des relations parents/enseignants	__	__	__	__
	D. Restauration de l'autorité des enseignants	__	__	__	__
	E. Formation des enseignants	__	__	__	__
	F. Plaidoyer pour l'affection du personnel	__	__	__	__
	X. Autres (à préciser)	__	__	__	__
	Dans laquelle de ces actions au niveau communautaire votre ménage est-il prêt à s'engager en vue de l'amélioration de la qualité du service rendu par l'établissement scolaire du (nom du cycle) que cet enfant fréquente ? (Plusieurs réponses possibles). Autre action ?				
S4Q2 4b	A.Participation aux activités de l'école	__	__	__	__
	B. Prime aux bons enseignants	__	__	__	__
	C. Dénonciation des enseignants indécents	__	__	__	__
	D. Renforcement des relations parents-enseignants	__	__	__	__
	E. Acquiescement des cotisations	__	__	__	__
	F. Renforcement de la présence des femmes au sein du bureau de l'APEE	__	__	__	__
	G. Diffusion des compte-rendus de la gestion de l'APEE	__	__	__	__
	H. Diffusion des bonnes pratiques	__	__	__	__
	I. Contrôle de la présence régulière des enseignants	__	__	__	__
	X. Autres (à préciser)	__	__	__	__

Section V. SERVICES COMMUNAUX

Section V. SERVICES COMMUNAUX

Services communaux	<i>S5Q01</i> Avez-vous eu à demander (nom de service) à la commune dans les 12 derniers mois, c'est-à-dire depuis ? 1=Oui 2=Non → le service suivant	<i>S5Q02</i> Comment avez-vous été accueilli lors de votre passage à la commune ? (Choisir une seule réponse) 1=Bien 2=Indifférent 3=Mal	<i>S5Q03</i> Après combien de temps avez-vous obtenu le service demandé à la Commune ? (Unités, nombres) 0 = en cours, 1 =minutes, 2 =heures, 3 = jour, 4 = semaine, 5 = mois, <i>Si S5Q03=en cours passer à S5Q03a</i> <i>Si autre réponse, passer directement à S5Q04</i>	<i>S5Q03a</i> Depuis combien de temps avez-vous sollicité ce service ? (Unités, nombres) 1 = jour, 2 = semaine, 3 = mois, 4 = année	<i>S5Q04</i> Comment jugez-vous ce temps ? 1=Raisonnable 2=Long 3=Très long <i>Si S5Q04=1 → S5Q06</i>	<i>S5Q05</i> Si S5Q04=2 ou 3, qu'est ce qui en était la cause selon vous ? 1=Personnel indisponible/absent 2=Absence de matériel de travail 3=incompétence du personnel 4 = Mauvaise organisation des services 5=refus de Corrompre 6=Autres (à préciser) _____	<i>S5Q06</i> Avez-vous obtenu le service demandé ? 1=Oui 2=Non
Acte de naissance	__	__	__ __ __ __	__ __ __ __	__	__	__
Acte de décès	__	__	__ __ __ __	__ __ __ __	__	__	__
Acte de mariage	__	__	__ __ __ __	__ __ __ __	__	__	__
Légalisation des documents officiels	__	__	__ __ __ __	__ __ __ __	__	__	__
Délivrance des documents d'Urbanisme	__	__	__ __ __ __	__ __ __ __	__	__	__
Aménagement des voiries	__	__	__ __ __ __	__ __ __ __	__	__	__
Gestion des déchets /assainissement	__	__	__ __ __ __	__ __ __ __	__	__	__
Hygiène et salubrité	__	__	__ __ __ __	__ __ __ __	__	__	__
Aménagement des espaces verts et de loisir	__	__	__ __ __ __	__ __ __ __	__	__	__
Transport public	__	__	__ __ __ __	__ __ __ __	__	__	__
Eclairage public	__	__	__ __ __ __	__ __ __ __	__	__	__
Aménagement des aires de jeux	__	__	__ __ __ __	__ __ __ __	__	__	__
Certificat de domicile	__	__	__ __ __ __	__ __ __ __	__	__	__
Validation des plans de localisation	__	__	__ __ __ __	__ __ __ __	__	__	__
Authentification des documents	__	__	__ __ __ __	__ __ __ __	__	__	__
Informations	__	__	__ __ __ __	__ __ __ __	__	__	__
Assistance et appui aux personnes socialement vulnérables	__	__	__ __ __ __	__ __ __ __	__	__	__

Section V. SERVICES COMMUNAUX							
Autres (à préciser)	_	_	_ \\ _ _ _	_ \\ _ _ _	_	_	
S5Q07	Vous ou un membre du ménage a-t-il participé aux assemblées communautaires en vue de réfléchir sur les problèmes et les priorités de développement du village / quartier initiées par la commune ? 1=Oui 2=Non 8=Ne sait pas						_
S5Q08	Vous ou un membre de votre ménage est-il informé du montant du budget annuel de votre commune ? 1=Oui 2=Non 8=Ne sait pas						_
S5Q08a	Vous ou un membre de votre ménage est-il informé des actions programmées par la commune au cours de l'année dernière ? 1=Oui 2=Non 8=Ne sait pas						_
S5Q09	Vous ou un membre de votre ménage est-il informé des dépenses et recettes de la commune de l'année dernière ? 1=Oui 2=Non 8=Ne sait pas						_
S5Q10	La commune accompagne-t-elle votre village/quartier dans les actions de développement (animation communautaire, suivi des comités de concertation, suivi des comités de gestion, mise en place des structures de suivi du développement villageois, réalisation de vos microprojets, mise en œuvre des solutions endogènes etc.) ? 1=Oui 2=Non 8=Ne sait pas						_
S5Q11	La commune implique-t-elle votre village/quartier dans la programmation et la budgétisation des actions de développement ? 1=Oui 2=Non 8=Ne sait pas						_
S5Q12	De manière globale, quel est le niveau de satisfaction de votre ménage en rapport avec les services rendus par la commune ? (Choisir une seule réponse) 1=Très Satisfait 2 = Satisfait 3=Indifférent 4=insatisfait 5 = très insatisfait Si 1, 2 ou 3 allez à S5Q14						_
S5Q13	Donnez les raisons de l'insatisfaction de votre ménage des services communaux ? (Plusieurs réponses possibles). Autre raison ?		A. Lourdeur dans le traitement des demandes des usagers B. Non information des populations de la gestion communale C. Manquements liés au Personnel communal C1. Absentéisme du personnel C2. Corruption C3. Mauvais accueil C4. Manque de professionnalisme D Méconnaissance des actions menées par la commune E Manque de confiance envers l'exécutif municipal F. Indisponibilité de l'exécutif municipal (Maire et ses Adjoints) X. Autres (à préciser) _____				_
S5Q14	Dans laquelle de ces actions votre ménage est-il prêt à s'engager en vue de l'amélioration de la qualité du service rendu par l'équipe communale ? (Plusieurs réponses possibles). Autre action ?		A. Contribution à la diffusion des informations communales dans la communauté B. Alimentations et exploitations des boîtes à suggestion C. Participation aux activités communautaires (mise en œuvre des solutions endogènes) D. Consultation du babillard de la commune H. Interventions dans les radios communautaires H1 Animation des tranches d'antenne H2 Suivi des tranches horaires dédiées H3 Sensibilisation pour les écoutes groupées H4 Adhésion à des groupes d'écoute I. Participation aux réunions d'information et de sensibilisation de la commune X. Autres (à préciser) : _____				_

Observations sur l'enquête

**ANNEXES 2 : LISTE DES PARTICIPANTS AUX TRAVAUX DE RAPPORTAGE DU PROJET
SCORE CARD POUR LE COMPTE DE DK INTERNATIONAL EN CHARGE DU LOT 2**

N°	Commune	Superviseur	Enquêteur
1.	Bafoussam I	MEKONTSO Sébastien	AKENKO TENKEU Léonela
2.	Bafoussam III	DONGMO SOUMELOU YVES	DJANTCHA Georges
3.	Pete Bandjoun	KOUATOUNG Marcelle	FIEKNI FEUMBA Minève
4.	DEMDENG	NGATCHOU NGUENANG Ghislain L	DJOMOU Lena Ernest
5.	GALIM	DSONKOUET TALONFO Williams	LONLACK Martin
6.	TONGA	DSONKOUET TALONFO Williams	GAMOGHA G Nickson
7.	BASSAMBA	DONGMO SOUMELOU YVES	SIZE Moïse
8.	BATCHAM	NOUMESSI FODJOU Willy	KAMTA TCHINDA Vanessa